

RAPPORT D'ACTIVITÉ
ANNUAL ACTIVITY REPORT

2023

Sommaire

A propos de l'AMSF – Autorité Monégasque de Sécurité Financière About the AMSF – Monaco Financial Security Authority	6
1 ♦ LA CELLULE DE RENSEIGNEMENT FINANCIER (CRF) THE FINANCIAL INTELLIGENCE UNIT (FIU)	10
1.1 ♦ Activité de la CRF en chiffres pour l'année 2023 Activity of the FIU in figures for 2023	13
1.1.1 La réception des informations - Receiving information	13
1.1.2 Le traitement et l'analyse des informations reçues - Processing and analysis of information received	13
1.1.3 La dissémination des informations - Dissemination of information	13
1.1.4 Les tendances et les évolutions - Trends and developments	14
1.2 ♦ Les déclarations de soupçon - Suspicious transaction reports	15
1.2.1 Répartition par secteur d'activité - Breakdown by sector	15
1.2.2 Les professions financières - Financial professions	17
1.2.3 Les professions non-financières - Non-financial professions	17
1.3 ♦ La coopération nationale - National cooperation	18
1.3.1 Coopération avec les Autorités nationales et Services de l'État monégasque Cooperation with Monegasque authorities and government agencies	18
1.3.2 Les rapports transmis au Parquet Général - Reports disseminated to the Public Prosecution Office	21
1.3.3 L'exercice du droit d'opposition - Right to oppose	22
1.3.4 Les déclarations de transport transfrontalier d'argent liquide Declarations of cross-border transport of cash	22
1.4 ♦ La coopération internationale - International cooperation	23
1.4.1 Nombre de demandes reçues par la CRF en provenance de CRF étrangères Number of inbound requests received by the Monegasque FIU from foreign FIUs	24
1.4.2 Nombre de demandes adressées par la CRF monégasque à des CRF étrangères Number of outbound requests sent by the Monegasque FIU to foreign FIUs	24
1.5 ♦ La lutte contre le terrorisme et le financement du terrorisme (T & FT) et le financement de la prolifération des armes de destruction massive (P) The fight against terrorism and terrorist financing and the proliferation of weapons of mass destruction	25
2 ♦ ACTIVITÉ DE SUPERVISION DE LA LCB/FT-C - AML/CFT SUPERVISORY ACTIVITY	28
2.1 ♦ Les contrôles sur pièces - Desk audits	30
2.1.1 Les procédures internes - Internal procedures	30
2.1.2 Les questionnaires - Questionnaires	32
2.1.3 Les rapports annuels - Annual reports	35
2.2 ♦ Le contrôle sur place et les réunions risque et conformité On-site inspections and risk and compliance meetings	40
2.2.1 Les types de contrôles effectués en 2023 - Types of inspections conducted in 2023	40
2.2.2 L'activité du contrôle sur place en 2023 - On-site inspections in 2023	41
2.3 ♦ Principaux constats - Key findings	44
2.4 ♦ Les suites des contrôles sur place - Post on-site inspection actions	48
2.5 ♦ Les sanctions administratives - Administrative penalties	49
3 ♦ INFORMATION / FORMATION - INFORMATION / TRAINING	50
4 ♦ LA PRÉSENCE INTERNATIONALE - INTERNATIONAL ACTION	52

L'année 2023 a été riche en événements majeurs. Dès le 23 janvier était publié le rapport d'évaluation du système anti-blanchiment de la Principauté par Moneyval.

Les constats contenus dans ce rapport ont suscité une réaction nationale d'ampleur et une refonte du système qui doit conjuguer concertation, information et action.

Pour ce qui concerne le SICCFIN, cette nouvelle donne s'est concrétisée par sa transformation en AMSF, autorité administrative indépendante et par la planification de son renforcement en moyens humains et matériels.

L'AMSF a maintenant le pouvoir de sanctionner. Juste conséquence de ses pouvoirs de supervision et d'enquête. L'objectif reste de susciter les déclarations de soupçons pertinentes, permettant à l'action publique de punir les malfaiteurs et de confisquer les fonds illicites. Pour atteindre cet objectif l'AMSF se structure.

La CRF distingue l'analyse stratégique de l'analyse opérationnelle. Elle s'est enrichie d'une cellule lui permettant de filtrer et d'analyser la qualité des déclarations de soupçon. Elle met en place le logiciel GoAML accélérant, structurant et sécurisant la réception des déclarations de soupçon.

Outre les contrôles sur pièces et sur place, la supervision se met en capacité, d'une part de définir et d'analyser finement les risques grâce à une solution informatique dédiée, d'autre part de contrôler et d'approuver l'honorabilité des dirigeants et bénéficiaires effectifs des assujettis et enfin, d'assurer la relation, l'information et la formation des professionnels du secteur privé.

Dans le même temps, la coopération accrue des assujettis s'est traduite par une augmentation significative des déclarations de soupçons, des procédures et des questionnaires reçus et tout au long de l'année, la surveillance renforcée exercée par le GAFI a suscité des réformes opérationnelles engagées à marche forcée. Cette année huit nouveaux agents nous ont rejoints portant les effectifs de l'Autorité à trente personnes. Ce n'est qu'un début : l'AMSF devrait compter 68 personnes fin 2024 et 80 en 2025.

Dans cette actualité riche et mouvementée, je souhaite souligner la qualité du travail et l'engagement des équipes de l'AMSF et avant cela, de celles du SICCFIN qui déjà ont fait front avec constance, courage et ténacité. Car cette résilience de notre système et sa force future sont le résultat de la qualité et de l'investissement personnel des agents et fonctionnaires qui les soutiennent.

A eux tous, je dis merci.

The year 2023 was marked by numerous significant events. The first came as early as 23 January, when MONEYVAL published its evaluation report on anti-money laundering measures in the Principality.

The report's findings prompted a major nationwide response, with root-and-branch reforms to the country's AML system aimed at balancing the need for consultation, information, and action.

The changes saw SICCFIN become the AMSF, an independent administrative authority, while plans were introduced to scale up its human and material resources.

The AMSF now has the power to impose sanctions, a fitting consequence of its supervisory and investigative powers. The goal remains to encourage relevant suspicious transaction reports, enabling the public prosecution authorities to punish offenders and confiscate illicit funds. To achieve this goal, the AMSF is strengthening its organisational structure.

The FIU distinguishes between strategic analysis and operational analysis. It has expanded to include a unit dedicated to filtering and assessing the quality of suspicious transaction reports (STRs). It is implementing the GoAML software, which speeds up, structures, and ensures the secure receipt of STRs.

In addition to desk audits and on-site inspections, the supervisory authority is building its capacity to identify and analyse risks in detail through a dedicated software solution, to conduct and approve fit and proper checks on the officers and beneficial owners of regulated entities, and to liaise with, inform, and train private sector professionals.

At the same time, improved cooperation from regulated entities led to a substantial rise in the number of suspicious transaction reports, procedures, and questionnaires received by the AMSF and, throughout the year, heightened monitoring by the FATF resulted in a sustained stream of operational reforms.

This year, the arrival of eight new officers took the AMSF's headcount to thirty. This is merely the start. By the end of 2024, the AMSF should have a team of 68 staff, with that figure set to rise to 80 in 2025.

In this eventful period of busy activity and change, I want to pay tribute to the fine work and commitment demonstrated by teams of the AMSF - and those of its predecessor SICCFIN - who have already set about their task with steadfastness, courage, and tenacity. The resilience and strength of our system going forward are made possible by the personal efforts of the officials and civil servants who support it.

Thank you to all of them.

Sophie Thevenoux
Directeur de l'Autorité Monégasque
de Sécurité Financière



A propos de l'AMSF ♦ About the AMSF

Autorité Monégasque de Sécurité Financière
Monaco Financial Security Authority



L'AMSF est l'un des maillons essentiels de l'organisation mise en place en Principauté pour assurer la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Elle est chargée de prévenir l'utilisation de l'économie monégasque à des fins criminelles. Elle concourt à assurer la solidité, l'intégrité et la stabilité du système économique et financier et contribue ainsi à la sécurité et à la croissance.

- Missions : analyser, informer, superviser, sanctionner.
- Recueillir, analyser et exploiter tout renseignement propre à établir l'origine ou la destination délictueuse d'une opération financière.
- Veiller à la qualité des informations fournies.
- Superviser les mesures mises en œuvre par les assujettis et veiller au respect des dispositions législatives et réglementaires.
- Vérifier la capacité et l'honorabilité des nouveaux entrants.
- Assurer l'information et la formation des assujettis et les aider dans la compréhension et la mise en œuvre des textes.
- Et si nécessaire enquêter, contrôler et sanctionner.

Pour ce faire, l'AMSF est dotée de moyens humains et techniques de nature à permettre une gestion adéquate et rapide des dossiers.

L'autorité est aussi en capacité d'échanger et de coopérer avec d'une part les entités et services nationaux engagés dans la lutte contre le blanchiment et d'autre part, ses homologues étrangers.

The AMSF is one of the cornerstones of the system set up by the Principality to combat money laundering and terrorist financing.

It is tasked with ensuring that Monaco's economy is not used for criminal purposes. In doing so, it contributes to the solidity, integrity, and stability of the country's economic and financial system, and to national security and growth.

- Its roles are: to analyse, inform, supervise, and sanction.
- To gather, analyse, and act on information showing that any financial transaction has an unlawful origin or purpose.
- To verify the quality of the information provided.
- To supervise the measures adopted by regulated entities, and to ensure compliance with laws and regulations.
- To conduct fit and proper checks on new individuals and entities.
- To provide information and guidance for regulated entities, and to help them understand and comply with their legal obligations.
- And if necessary, to investigate, inspect, and sanction offences.

To this end, the AMSF is provided with the human and technical resources necessary to ensure the proper and swift handling of files.

The authority is also able to engage in dialogue and cooperation both with other Monegasque organisations and government agencies involved in the fight against money laundering, and also with its foreign counterparts.

Du SICCFIN à l'AMSF ♦ From SICCFIN to the AMSF

2023 est une année charnière qui a vu la transformation du SICCFIN (Service d'Information et de Contrôle sur les circuits financiers), service administratif rattaché au département des finances, en AMSF (Autorité Monégasque de Sécurité Financière), nouvelle autorité administrative indépendante dotée d'un conseil d'administration (loi n°1.549 du 6 juillet 2023.)

Les missions de L'AMSF sont assurées par 3 services :

- Un service ayant la fonction de cellule de renseignement financier nationale.
- Un service en charge de la supervision des entités assujetties aux obligations LCB/FT-C. Le périmètre d'assujettissement relevant du SICCFIN a été étendu aux activités jusqu'alors supervisées par le Procureur Général, soit les notaires et les huissiers. A la suite de cet ajustement, l'ensemble des secteurs assujettis relève de l'AMSF, à l'exception des avocats et avocats défenseurs.
- Un service compétent pour statuer sur les griefs et pour prononcer des sanctions administratives.

L'AMSF est dotée d'un Directeur, nommé par Ordonnance Souveraine, qui assure son fonctionnement et qui a la faculté de conclure, après accord du Conseil d'Administration, des protocoles d'entente ou d'autres accords avec des organismes, autorités ou agences étrangères. Elle dispose d'un chapitre spécifique du budget de l'Etat où sont affectés les crédits nécessaires à son fonctionnement.

L'AMSF est consultée par le Ministre d'Etat ou par le Secrétaire d'Etat à la Justice, Directeur des Services Judiciaires lors de l'élaboration de mesures législatives ou réglementaires, et peut être consultée par le Président du Conseil National lors de l'étude des propositions de loi ou de projets de loi ayant pour objet la LCB/FT-C-P.

Elle peut également proposer au Ministre d'Etat l'instauration de dispositions particulières dans le domaine de la LCB/FT-C et établit des lignes directrices et des guides pratiques à destination des secteurs assujettis aux obligations.

Si l'AMSF a repris les deux fonctions historiques du SICCFIN, son périmètre d'action s'est élargi et elle est à présent en mesure de sanctionner les assujettis qui n'auraient pas respecté les textes législatifs ou réglementaires.

La loi n°1.549 du 6 juillet 2023 a octroyé au service en charge de la fonction de sanction la capacité d'émettre des sanctions directes. Il s'agit en particulier des cas de défaut de communication qu'il s'agisse du rapport annuel d'activité, des procédures internes ou des modifications intervenues sur le registre des comptes bancaires et des coffres forts.

Par ailleurs, il est institué au sein du service exerçant la fonction de sanction de l'AMSF une formation de sanction comprenant des fonctionnaires ou agents du service et comportant obligatoirement un magistrat disposant d'une expérience juridictionnelle d'au moins 5 années dans l'ordre judiciaire monégasque.

Les règles relatives au déroulement des procédures pouvant conduire à une sanction ont été définies pour offrir toutes les garanties juridictionnelles du respect du droit des entités qui seraient amenées à faire l'objet de ce processus. A fin 2023, ce service est en cours de constitution.

2023 was a pivotal year for the organisation. Act No. 1,549 of 6 July 2023 reformed the SICCFIN (*Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits FINANCIERS*), an administrative department under the purview of the Ministry of Finance, into the AMSF (*Autorité Monégasque de Sécurité Financière*), a new, independent administrative authority governed by a Board of Directors.

The AMSF's official roles are carried out by three departments:

- One that acts as the national financial intelligence unit.
- One responsible for supervising regulated entities. Incidentally, the list of entities subject to AML/CFT regulations that originally fell within SICCFIN's remit has now been expanded to include notaries and bailiffs, who were previously supervised by the Public Prosecutor. Following this change, all regulated entities are now under the supervision of the AMSF, with the exception of attorneys-at-law (whether holding the title of "avocats" or "avocats-défenseurs").
- One with the power to rule on grievances and impose administrative sanctions.

The AMSF is led by a Director, appointed by Sovereign Ordinance. He or she heads up the organisation's operations and, with the approval of the Board, is empowered to sign memoranda of understanding or other agreements with foreign bodies, authorities, or agencies. A dedicated chapter of the State budget law allocates funding to the AMSF, to cover its operating costs.

The AMSF may be asked by the Minister of State or the State Secretary of Justice for its opinion on proposed legislation or regulations, or by the Speaker of the National Council for its position on Government's or Parliament's draft legislative bills relating to anti-money laundering, terrorist financing, corruption, and proliferation.

It may also make recommendations advising the Minister of State to introduce specific AML-CFT provisions, and it issues guidelines and practical guides designed to help regulated entities comply with their obligations.

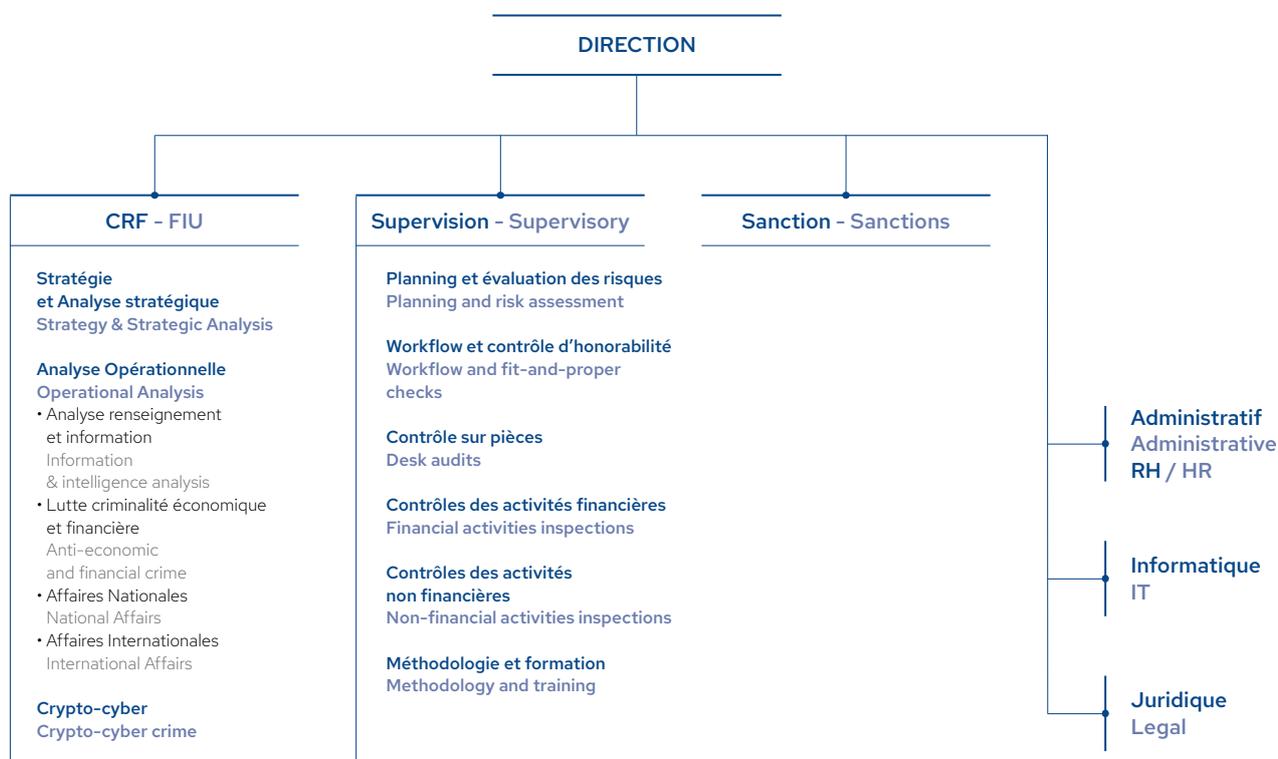
While the AMSF has taken over two roles previously fulfilled by SICCFIN, its remit has been expanded and the authority is now able to impose sanctions on regulated entities for legislative or regulatory breaches.

Act No. 1,549 of 6 July 2023 handed the department responsible for sanctions the power to impose sanctions directly. This applies, for example, in cases where regulated entities have failed to disclose their annual activity report, internal procedures, or changes made to the register of bank accounts and safe deposit boxes.

The AMSF department with responsibility for sanctions now has a dedicated panel of in-house civil servants or officers, at least one of whom must be a judge or prosecutor with at least five years' experience in Monaco's judiciary.

The rules governing sanctions procedures have been drafted in a way designed to guarantee that entities' rights are properly preserved during the judicial process. As of the end of 2023, this department was in the process of being created.

Organigramme fonctionnel de l'AMSF ♦ AMSF organisation chart



Une vision neuve ♦ A new vision

Au-delà de la transformation juridique et fonctionnelle, cette évolution consacre une vision neuve de la lutte anti-blanchiment en Principauté.

La Principauté a en effet, conçu une organisation où chaque service, autorité et entité concourt, à sa juste place, à l'élaboration d'un système destiné à prévenir l'utilisation de l'économie monégasque par des organisations criminelles.

Ainsi, il a été défini une stratégie nationale, elle-même déclinée en un Plan National d'Action (PNA) auquel l'AMSF participe par le biais de son propre plan d'action.

Le bon déroulement de ce PNA est géré de façon mensuelle par le Comité de suivi de la stratégie nationale, présidé par le Ministre d'Etat, et auquel prennent part tous les services, les autorités et les entités concernés.

C'est ainsi la Principauté dans sa globalité qui est engagée dans un processus de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération.

C'est dans ce contexte que l'AMSF est déterminée à assurer, renforcer et développer son rôle de superviseur et de service de renseignement.

Besides these legal and functional changes, the creation of the AMSF has ushered in a new approach to anti-money laundering in Monaco.

The Principality has adopted a set-up in which each agency, authority, and entity plays its part in building a system to prevent organised criminals from misusing the country's economy.

A national strategy has been defined, itself laid out in the form of a National Action Plan (NAP), to which the AMSF contributes through its own action plan.

The National Strategy Monitoring Committee, chaired by the Minister of State and involving all of the agencies, authorities, and entities concerned, holds monthly reviews to ensure the NAP is being implemented correctly.

Thanks to this arrangement, every stakeholder in the Principality is engaged in the fight against money laundering, terrorist financing, and proliferation.

The AMSF, as part of this ecosystem, is determined to fulfil, strengthen, and build its role as the country's supervisory authority and intelligence unit.

L'évaluation MONEYVAL ♦ MONEYVAL evaluation

L'ensemble du dispositif LCB/FT de la Principauté a fait l'objet d'une évaluation qui avait débuté par l'envoi de questionnaires aux évaluateurs du Comité MONEYVAL en juillet et août 2021.

Les principales conclusions de cette évaluation sont relatives à la nécessité d'améliorer l'effectivité d'ensemble du dispositif LCB/FT, avec s'agissant du SICCFIN le constat d'un manque de ressources humaines et technologiques sur la période ayant fait l'objet de l'évaluation.

A la suite de la publication par le Comité MONEYVAL du rapport d'évaluation mutuelle le 23 janvier 2023, puis de son adoption par la plénière du GAFI en février 2023, la Principauté a fait l'objet d'une période de surveillance afin de répondre à l'ensemble des actions recommandées, qui correspondent à l'effectivité du dispositif monégasque. L'objectif de cette période est de pouvoir démontrer des progrès positifs et tangibles sur l'ensemble de ces actions recommandées.

Par ailleurs, la Principauté fera en parallèle l'objet d'un rapport de suivi qui sera adopté lors de la plénière du Comité MONEYVAL de décembre 2024 à l'occasion de laquelle seront étudiés les progrès enregistrés dans le dispositif législatif LCB/FT.

A formal evaluation was conducted to assess the Principality's entire AML-CTF system. The first step in this process saw completed surveys sent to the MONEYVAL Committee's assessors in July and August 2021.

The evaluation report's main findings identified the need to enhance the overall effectiveness of the country's AML/CFT system, while the assessors noted that SICCFIN was affected by a lack of human and technical resources during the period evaluated.

Following the MONEYVAL Committee's publication of the mutual evaluation report on 23 January 2023 and its subsequent adoption by the FATF plenary in February 2023, the Principality was placed under observation for a time, to enable it to implement all of the recommendations aimed at ensuring the effectiveness of the country's AML/CFT system. The goal of this monitoring period is to demonstrate that positive tangible progress is being made on all of the recommended actions.

The MONEYVAL Committee will also issue a follow-up report on the Principality, to be adopted at its plenary session in December 2024, where the progress made on the AML-CFT system will be looked at.

1

Les articles 47 et 47-1 de la loi n° 1.362 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive et la corruption énoncent que : « Le service exerçant la fonction de renseignement financier de l'Autorité est la cellule nationale de renseignement financier chargée de recevoir et d'analyser les déclarations de transactions suspectes reçues des organismes et des personnes visés à l'article premier et aux chiffres 1°) et 2°) de l'article 2, ainsi que toutes les informations pertinentes concernant la lutte contre le blanchiment de capitaux, les infractions sous-jacentes associées visées à l'article 218-3 du Code pénal, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive et la corruption. Il analyse également les déclarations de transactions suspectes et les informations pertinentes que lui transmet le Conseil de l'Ordre des avocats-défenseurs et avocats dans les conditions de l'article 40. Dans l'exercice de ses missions, le service exerçant la fonction de renseignement financier de l'Autorité monégasque de sécurité financière agit en toute indépendance et ne reçoit d'instruction d'aucune autorité ».

Under Articles 47 and 47-1 of Act No. 1,362 on the fight against money laundering, terrorist financing, the proliferation of weapons of mass destruction, and corruption: "The department of the Authority responsible for financial intelligence is the national financial intelligence unit tasked with receiving and examining suspicious transaction reports from the organisations and persons specified in Article 1 and in Article 2(1) and (2) along with all relevant information concerning the fight against money laundering, the associated predicate offences specified in Article 218-3 of the Criminal Code, terrorist financing, the proliferation of weapons of mass destruction, and corruption. It also analyses suspicious transaction reports and relevant information sent to it by the Board of the Ordre des avocats-défenseurs et avocats (the Monegasque bar association) under the conditions laid down in Article 40. In the exercise of its duties, the department of the Autorité monégasque de sécurité financière responsible for financial intelligence acts independently and does not receive instructions from any authority."

LA CELLULE DE RENSEIGNEMENT FINANCIER (CRF)



THE FINANCIAL INTELLIGENCE UNIT (FIU)

Dans le cadre de sa mission, le service exerçant la fonction de renseignement financier de l'Autorité conduit :

1°) L'analyse opérationnelle qui exploite les informations disponibles et susceptibles d'être obtenues afin d'identifier des cibles spécifiques, à savoir notamment des personnes, des biens ou des réseaux ou associations criminels, de suivre la trace d'activités ou d'opérations particulières et d'établir les liens entre ces cibles et un possible produit des infractions et le blanchiment de capitaux, les infractions sous-jacentes, ainsi que le financement du terrorisme ;

2°) L'analyse stratégique qui exploite des informations disponibles et susceptibles d'être obtenues, y compris des données fournies par d'autres autorités compétentes, afin d'identifier les tendances et schémas en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

Aussi, la CRF traite les informations qu'elle reçoit de plusieurs sources, telles que les professionnels assujettis à la Loi n 1.362 modifiée, les CRF homologues étrangères, les autres autorités nationales et services de l'État.

In the course of its work, the department of the Authority responsible for financial intelligence carries out:

1°) Operational analysis using information that is available and may be obtained in order to identify specific targets, including persons, property, or criminal organisations or networks, to track particular activities or transactions, and to establish links between these targets and any proceeds of criminal offences and money laundering, predicate offences, and terrorist financing;

2°) Strategic analysis, using information that is available and may be obtained, including data provided by other competent authorities, in order to identify trends and types of money laundering and terrorist financing.

The FIU processes information received from a variety of sources, including regulated entities subject to Act No. 1,362 amended, FIUs in other countries, other national authorities, and government departments.

Les informations reçues sont analysées afin de détecter les flux financiers ou les situations présentant d'éventuels risques de blanchiment de capitaux, de financement de terrorisme ou de prolifération des armes de destruction massive, ou de corruption.

La structure de la CRF est ainsi calquée sur ses deux missions principales telles qu'énumérées par l'article 47-1 de la Loi n 1.362. Elle se compose donc de :

• **La Division « Analyse Opérationnelle »** en charge :

- D'analyser et de détecter les flux financiers ou les situations présentant d'éventuels risques de blanchiment de capitaux, de financement de terrorisme ou de la prolifération des armes de destruction massive, ou de corruption. Lorsque l'analyse de ces informations révèle des indices sérieux en la matière, un rapport est transmis au Procureur Général qui décidera de diligenter ou non des suites judiciaires.
- De contrôler la qualité des informations reçues et de fournir des retours d'information aux assujettis afin d'en améliorer la qualité.
- D'assurer les échanges d'information opérationnels avec les autres autorités, directions et services nationaux monégasques, et notamment d'enregistrer et de traiter les déclarations de transport transfrontalier d'argent liquide qui sont recueillies par la Direction de la Sécurité Publique dans le cadre des contrôles réalisés aux frontières terrestres, aériennes ou maritimes de la Principauté.
- D'assurer les échanges d'information opérationnels avec les CRF étrangères dans le cadre de la coopération internationale.

• **La Division « Analyse Stratégique et Stratégie »** en charge :

- D'identifier les tendances et schémas en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme notamment à l'issue d'analyses statistiques et typologiques.
- D'établir et de vérifier la bonne mise en œuvre des stratégies nationale et internationale de la CRF.

Placée sous la responsabilité d'un Conseiller Technique, la CRF est composée en 2023 de 12 agents. Il est prévu que les effectifs de la CRF soient encore renforcés en 2024 et 2025.

The information received is analysed to detect financial flows or situations that could potentially pose a risk of money laundering, terrorist financing, proliferation of weapons of mass destruction, or corruption.

The FIU is organised to reflect its two main roles, as set out in Article 47-1 of Act No. 1,362.

As such, it consists of:

• **The "Operational Analysis" Section**, responsible for:

- detecting and analysing financial flows or situations that could potentially pose a risk of money laundering, terrorist financing, proliferation of weapons of mass destruction, or corruption. If this analysis reveals serious signs of money laundering or terrorist financing, a report is sent to the Public Prosecutor, who will decide whether or not to bring legal proceedings.
- reviewing the quality of the information received, and giving regulated entities feedback designed to improve the quality of reports made.
- exchanging operational information with other Monegasque national authorities, departments, and agencies, and in particular recording and processing declarations of cross-border transport of cash made to the Police Department during controls carried out at the Principality's land, air, and sea borders.
- exchanging operational information with foreign FIUs as part of international cooperation efforts.

• **The "Strategic Analysis and Strategy" Section**, responsible for:

- identifying money laundering and terrorist financing patterns and schemes, including on the basis of statistical and typological analyses.
- establishing the FIU's national and international strategies and ensuring they are properly followed.

The FIU was staffed by twelve officers in 2023, reporting to a high official holding the title of *conseiller technique* (technical advisor). Its human resources are due to be strengthened further in 2024 and 2025.



1.1 ♦ Activité de la CRF en chiffres pour l'année 2023

Activity of the FIU in figures for 2023

L'activité de la CRF se résume en trois étapes principales.

The FIU's activity consists of three main actions.

1.1.1 La réception des informations

1.1.1 Receiving information

En 2023, elle s'est notamment matérialisée par :

In 2023, this was reflected by:

- Le nombre de déclarations de soupçon reçues des professionnels visés à l'article premier de la loi, modifiée, qui enregistre une hausse de 30 % par rapport à 2022 ;
 - Le nombre d'informations reçues au niveau national, en provenance d'autres autorités, organismes et services, qui affiche cette année une baisse de 38% par rapport à 2022 ;
 - Le nombre de demandes de renseignements et d'informations reçues à l'international en provenance d'autres CRF qui reste à peu près stable avec une légère baisse de 5% en 2023 ;
 - Le nombre d'informations spontanées reçues à l'international en provenance d'autres CRF qui reste à peu près stable avec une légère baisse de 4% en 2023 ;
 - Et finalement, le nombre de déclarations de transport transfrontalier d'argent liquide qui enregistre une très légère baisse de 2%. Ces dernières sont transmises à l'AMSF par la Direction de la Sécurité Publique. Un agent de la CRF est en charge de les implémenter dans la base de données de la CRF et d'établir des statistiques. Ces éléments permettent aux analystes de pouvoir faire des recoupements de renseignements qui peuvent étayer les rapports que la CRF transmet au Parquet Général. Ces statistiques sont également analysées dans le cadre des différentes évaluations nationales des risques menées par la Principauté de Monaco.
- the number of suspicious transaction reports received from professionals concerned by Article 1 of the amended Act, which rose by 30% compared with 2022;
 - the number of inbound disseminations received from other authorities, organisations, and agencies in Monaco, which this year fell by 38% compared with 2022;
 - the number of requests for information received from foreign FIUs, which remained broadly stable, falling slightly by 5% in 2023;
 - the number of spontaneous requests for information received from foreign FIUs, which remained broadly stable, falling slightly by 4% in 2023;
 - and finally, the number of declarations of cross-border transport of cash, which fell very slightly by 2%. These declarations are forwarded to the AMSF by Monaco's Police Department. An officer from the FIU is tasked with entering them in the organisation's own database and establishing statistics. This enables analysts to cross-check information, which can substantiate the FIU's own reports disseminated to the Public Prosecutor. These statistics are also analysed as part of the Principality of Monaco's various national risk assessments.

1.1.2 Le traitement et l'analyse des informations reçues

1.1.2 Processing and analysis of information received

Il est procédé à des vérifications sur ces données et la CRF s'attache à effectuer l'étude de ces dernières et des documents qui lui sont parvenus, ainsi que l'analyse financière. La CRF a ainsi pu apporter une plus-value au traitement des différents dossiers reçus, en interrogeant, le cas échéant, directement des bases de données ou indirectement d'autres autorités, organismes et services nationaux ou internationaux. Le traitement et l'analyse de ces dossiers a permis également d'adresser des demandes de renseignements aux CRF étrangères. En effet, les transactions financières signalées par les assujettis soumis à la loi n° 1.362, modifiée, enregistrées sur des comptes bancaires monégasques, revêtent souvent un caractère transnational. Le nombre de ces demandes enregistre une forte hausse de +115% en 2023.

Data are checked and the FIU examines all of the information and documents sent to it, while also conducting a thorough financial analysis. As a result, the FIU was able to provide added-value to the processing of the various files received, by searching its own databases directly, or those of other national or international authorities, organisations, and agencies. The findings of these analyses resulted in a number of requests for information being sent to foreign FIUs. This is because the financial transactions reported by regulated entities subject to Act No. 1,362 amended, and recorded on Monegasque bank accounts, are often transnational in nature. The number of requests increased sharply in 2023, by 115%.

1.1.3 La dissémination des informations

1.1.3 Dissemination of information

L'objectif principal de la CRF est de pouvoir transmettre notamment à ses autorités judiciaires, des rapports dans lesquels, elle aura pu démontrer avec des données financières et/ou avec la mise à jour de montages juridiques complexes, l'existence d'indices sérieux de blanchiment de capitaux, d'infractions sous-jacentes visées à l'article 218-3 du Code pénal, de financement du terrorisme ou de la prolifération des armes de destruction massive, ou de corruption et ce, dans les

The FIU's main objective is to be able without delay to provide the judicial authorities with reports containing financial data and/or evidence of complex legal arrangements, giving strong indications that money laundering, predicate offences (listed in Article 218-3 of the Criminal Code), terrorist financing, WMD proliferation, or corruption offences have been committed. This work is heavily dependent on the quality of the information provided, mainly by individuals and organisations regulated by Act No. 1,362 (amended).

meilleurs délais. Ce travail dépend grandement de la qualité des informations communiquées notamment par les organismes et les personnes assujettis à la loi 1.362, modifiée.

En 2023, la transmission des informations par la CRF monégasque s'est matérialisée par :

- Des rapports adressés au Parquet Général de Monaco (conformément à l'art. 49 de la loi modifiée) qui ont diminué de 15% ;
- Des informations communiquées dans le cadre de la coopération nationale, comme au Parquet Général, à la Direction de la Sécurité Publique, aux autres Autorités nationales ou Services de l'Etat (conformément à l'art. 50-2 de la loi modifiée) qui enregistrent, en 2023, une baisse de 37% par rapport à l'année précédente ;
- Des demandes d'informations adressées, dans le cadre de la coopération internationale, à des CRF étrangères (déjà évoqué *supra*) qui enregistrent une hausse de 115% par rapport à 2022 ;
- Des informations spontanées adressées à des CRF étrangères qui enregistrent une hausse de 400% par rapport à 2022. Concernant ce dernier point, la CRF monégasque a estimé que les informations recueillies, dans le cadre du traitement et de l'analyse de dossiers, étaient susceptibles d'intéresser les autorités étrangères pour d'éventuelles investigations sur leur territoire national.

1.1.4 Les tendances et les évolutions

Les évolutions énoncées dans les paragraphes précédents ainsi que celles constatées dans la suite de la partie dédiée à la Cellule de Renseignement Financier sont expliquées par plusieurs facteurs structurels et conjoncturels.

En effet, il convient de noter que l'année 2023 a été celle de la structuration de la CRF avec la création de divisions et de sections spécifiques accompagnée par le recrutement d'agents dédiés aux missions correspondantes. Cette nouvelle organisation a été l'un des nombreux changements mis en place par la CRF, tout comme la sensibilisation de tous les secteurs d'activité, qui s'est traduite par une nette augmentation du nombre de déclarations de soupçon reçues (+30% par rapport à l'année précédente). De même, la CRF a priorisé l'amélioration de la coopération internationale et des échanges avec les CRFs étrangères – les demandes qu'elle a adressées en 2023 ont ainsi été plus que doublées par rapport à 2022 (+115%).

Néanmoins, l'ensemble des travaux structurants et des efforts mis en œuvre à la suite de l'évaluation Moneyval et dans le cadre du suivi ICRG du GAFI explique aussi certaines baisses observées en 2023, par exemple concernant le nombre de rapports transmis au Procureur Général (-15% par rapport à 2022) et le nombre d'informations et de réponses adressées au niveau national (-37% par rapport à l'année précédente).

In 2023, the Monegasque FIU shared the following information:

- Reports disseminated to Monaco's Public Prosecutor (under Art. 49 of the amended Act), which fell by 15%;
- Information provided in the context of national cooperation, such as to the Public Prosecutor's Office, the Police Department, other national authorities, or government agencies (in accordance with Article 50-2 of the amended law), which recorded a 37% decrease in 2023 compared to the previous year;
- Requests for information sent, in the context of international cooperation, to foreign FIUs (already mentioned above), which recorded a 115% increase compared to 2022;
- Spontaneous disseminations to foreign FIUs, which were up by 400% in 2022. As regards this last point, the Monegasque FIU was of the view that information it had collected in the course of processing and analysing cases could be of interest to foreign FIUs for potential investigation in their countries.

1.1.4 Trends and developments

The developments outlined in the previous paragraphs, as well as those reported in the following section dedicated to the Financial Intelligence Unit, are explained by several structural and contextual factors.

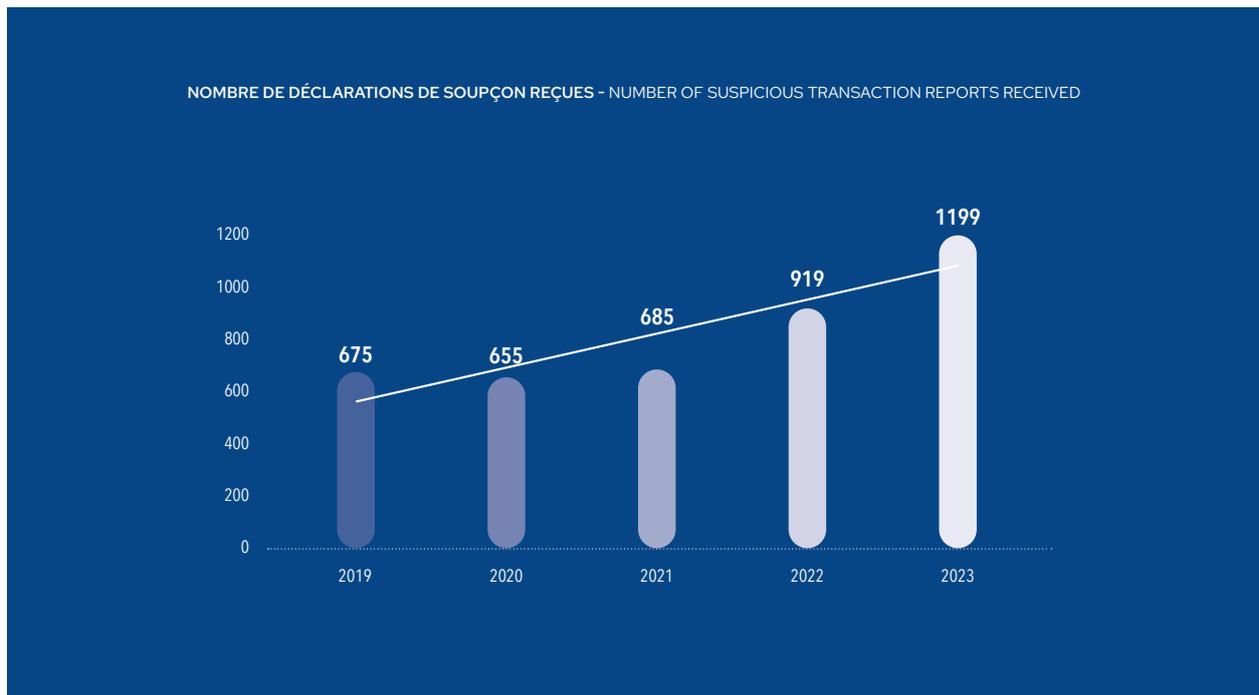
It is worth noting that the FIU was entirely reorganised in 2023, with the creation of specific divisions and sections, and new officers recruited to work in them. This new organisation was one of many changes introduced by the FIU, which included efforts to educate people in all sectors of the economy, resulting in a sharp rise in the number of suspicious transaction reports received (up by 30% year on year). Similarly, the FIU prioritised improved international cooperation and dialogue with foreign FIUs, sending more than twice as many requests for information in 2023 than in 2022 (a rise of 115%).

However, some of the other trends observed – specifically lower rates of disseminations – can be explained by the root-and-branch work carried out in the wake of the Moneyval evaluation and under the FATF's ICRG follow-up. These, for example, include the number of reports forwarded to the Public Prosecutor, which fell by 15% in 2023, and the number of disseminations sent to and responses received from other national authorities and agencies, which fell by 37%.

1.2 ♦ Les déclarations de soupçon

Suspicious transaction reports

	2019	2020	2021	2022	2023
TOTAL	675	655	685	919	1199



Cette année, 1.199 déclarations de soupçon ont été comptabilisées contre 919 en 2022, soit une hausse de 30%.

A total of 1,199 suspicious transaction reports were made this year, compared with 919 in 2022, a rise of 30%.

1.2.1 Répartition par secteur d'activité

Le tableau suivant présente le nombre de déclarations de soupçon reçues directement par la CRF (article 36 de la loi n°1.362, modifiée) en 2022 et en 2023, la proportion (en pourcentage) représentée par chaque secteur d'activité en 2023 et enfin l'évolution de leur nombre (en pourcentage) entre 2022 et 2023.

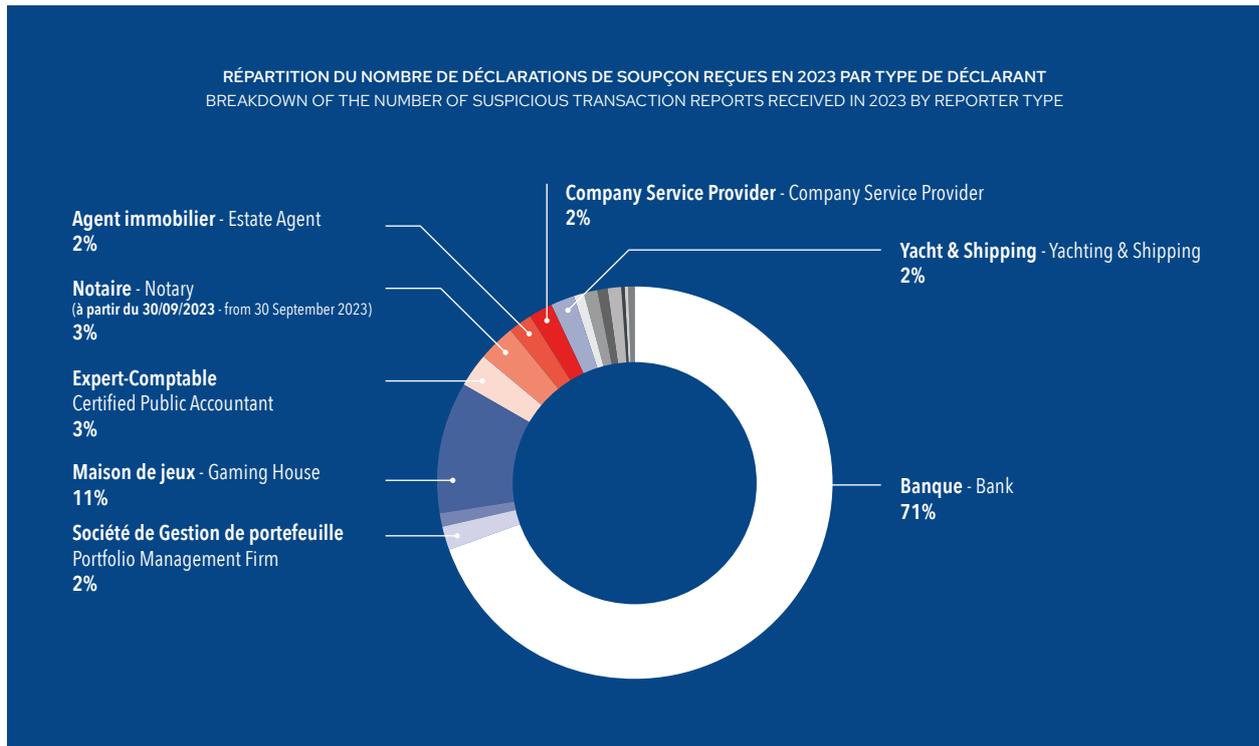
1.2.1 Breakdown by sector

The table below shows the number of suspicious transaction reports made directly to the FIU (under Article 36 of Act No. 1,362, amended) in 2022 and 2023, the proportion of those reports made by each sector in 2023 (expressed as a percentage of the total), and finally the variation (also expressed as a percentage) between 2022 and 2023.

Il convient de noter que à la suite de l'entrée en vigueur, le 30 septembre 2023, de la loi n° 1.549 du 6 juillet 2023 (modifiant la loi n°1.362), les notaires et les huissiers doivent désormais transmettre leurs déclarations de soupçons directement à la CRF de l'AMSF. Précédemment, ces deux secteurs d'activité adressaient préalablement leurs déclarations de soupçon au Procureur Général, qui lui-même les transmettait ensuite à la CRF de l'AMSF.

It should be noted that following the entry into force of Law No. 1.549 of 6 July 2023 (amending Law No. 1.362) on 30 September 2023, notaries and bailiffs are now required to submit their suspicious transaction reports directly to the Financial Intelligence Unit (FIU) of the AMSF. Previously, these two sectors first submitted their STRs to the Public Prosecutor, who then forwarded them to the FIU of the AMSF.

Déclarant par secteur d'activité Reporting entity by sector	Nombre de déclarations de soupçon reçues en 2022 Number of suspicious transaction reports received in 2022	Nombre de déclarations de soupçon reçues en 2023 Number of suspicious transaction reports received in 2023	Répartition du nombre de déclarations de soupçon reçues en 2023 (%) Breakdown of the number of suspicious transaction reports received in 2023 (%)	Evolution du nombre de déclarations de soupçon reçues entre 2022 et 2023 (%) Variation in number of suspicious transaction reports between 2022 and 2023 (%)
PROFESSIONS FINANCIÈRES FINANCIAL PROFESSIONS	716	878	73%	23%
Banque - Bank	691	848	71%	23%
Société de gestion de portefeuille Portfolio Management Firm	11	19	2%	73%
Changeur manuel - Bureau de Change	1	6	1%	500%
Prêteur sur gage - Pawnbroker	1	4	0%	300%
Assureur - Insurer	12	1	0%	-92%
PROFESSIONS NON FINANCIÈRES NON-FINANCIAL PROFESSIONS	203	321	27%	58%
Maison de jeux - Gaming House	71	130	11%	83%
Expert-comptable Certified Public Accountant	41	34	3%	-17%
Notaire (à partir du 30 septembre 2023) Notary (from 30 September 2023)	N/A	34	3%	-
Agent Immobilier - Estate Agent	17	27	2%	59%
Company Service Provider	47	27	2%	-43%
Yacht & Shipping - Yachting & Shipping	12	24	2%	100%
Autres objets de grande valeurs (aéronefs, voitures, mode...) Other high-value goods (aircraft, vehicles, fashion, etc.)	0	12	1%	-
Conseil économique, juridique ou fiscal Financial, Legal, or Tax Advisor	8	9	1%	13%
Bijoutier joaillier - Jeweller	4	7	1%	75%
Ventes aux enchères Auction House	3	6	1%	100%
Domiciliation - Registered Agents	0	5	0,4%	-
Marchand de biens Property Trader	0	3	0,3%	-
Multi Family Offices	0	3	0,3%	-
TOTAL GÉNÉRAL OVERALL TOTAL	919	1199	100%	30%



1.2.2 Les professions financières

En 2023, le nombre de déclarations de soupçon reçues des professions financières a enregistré une hausse de 23% par rapport à l'année précédente. Le plus grand nombre de déclarations de soupçon reçues par la CRF provient du secteur bancaire qui se place historiquement au premier rang des déclarants. Les établissements bancaires et institutions financières effectuent régulièrement plus de 70 % du total des signalements annuels.

Ce sont les secteurs des changeurs manuels, des prêteurs sur gage et des sociétés de gestion de portefeuille qui réalisent la plus forte progression en 2023, avec respectivement des hausses de 500%, 300% et 73%.

1.2.3 Les professions non-financières

En 2023, le nombre de déclarations de soupçon reçues des professions non-financières a enregistré une hausse de 58% par rapport à l'année précédente.

Le plus grand nombre provient du secteur des jeux, des experts-comptables, des notaires, des agents immobiliers et du secteur yachting/shipping.

Les secteurs qui réalisent les plus fortes progressions en 2023 sont les secteurs des autres objets de grande valeurs (aéronefs, voitures, mode...), de la domiciliation, des multi family office et des notaires, ainsi que les secteurs des ventes aux enchères et du yachting/shipping avec des hausses de 100%. Ces pourcentages sont bien évidemment à relativiser notamment en raison du plus faible nombre de déclarations de soupçon réalisées par le secteur non financier, qui représente 27 % de l'ensemble des signalements reçus par la CRF. Néanmoins, il convient de noter que cette proportion continue d'évoluer en faveur d'une représentation plus importante du secteur des professions non-financières. En effet, il représentait 22% de l'ensemble des déclarations de soupçon reçues en 2022.

1.2.2 Financial professions

In 2023, the number of suspicious transaction reports received from firms in the financial sector rose by 23% compared with the previous year. Most of these came from the banking sector, which has historically been the main source of reports. Banking and financial institutions regularly account for over 70% of the total number of annual reports.

In 2023, the biggest rise came from bureaux de change, pawnbrokers, and portfolio management firms, which submitted 500%, 300% and 73% more reports respectively.

1.2.3 Non-financial professions

In 2023, the number of suspicious transaction reports received from firms in the non-financial sector rose by 58% compared with the previous year.

The majority of these came from the gambling industry, certified public accountants, notaries, estate agents, and yachting/shipping firms.

The sharpest rises in 2023 were in the high-value goods sector (aircraft, cars, fashion, etc.), registered agents, multi-family offices, and notaries, along with the auction and yachting/shipping sectors with increases of 100%. These percentages are of course relative, owing to the small number of suspicious transaction reports made by the non-financial sector, which accounts for just 27% of all STRs received by SICCFIN. Nonetheless, this proportion continues to rise as non-financial professions take a greater share of reports - they accounted for just 22% of the total number of reports received in 2022.

1.3 ♦ La coopération nationale National cooperation

1.3.1 Coopération avec les Autorités nationales et Services de l'État monégasque

L'article 50 de la loi n° 1.362, modifiée, énonce que la CRF :
«... se fait communiquer à sa demande, dans les plus brefs délais, même en l'absence de la déclaration prévue, selon les cas, aux articles 36 et 40, toute information ou tout document en leur possession, nécessaire à l'accomplissement de sa mission, de la part :

- 1°) de tout organisme ou personne visé à l'article premier et aux chiffres 1°) et 2°) de l'article 2 ;
- 2°) de la Direction de la Sûreté Publique, notamment en ce qui concerne les informations d'ordre judiciaire ;
- 3°) des autres services de l'État et de la Commune, des personnes morales investies d'une mission de service public ou d'intérêt général, et des établissements publics ;
- 4°) du Procureur Général ou d'autres magistrats du corps judiciaire ;
- 5°) des organismes nationaux remplissant des fonctions de supervision ;
- 6°) des organismes professionnels énumérés par arrêté ministériel, à l'exclusion de ceux des professionnels mentionnés à l'article 2 ;
- 7°) du Conseil de l'Ordre des avocats-défenseurs et des avocats.»

Il est à signaler qu'en 2023, à la suite de la modification de l'article 40 de la loi 1.362, certaines informations adressées par le Parquet Général à la CRF concernaient des faits qui lui ont été signalés jusqu'à la fin septembre par les notaires ou les huissiers de justice. Jusqu'à cette date, la CRF pouvait mettre son expertise à la disposition du Procureur Général sur le bien-fondé et la qualité de ces signalements, ainsi que leur analyse.

Dans le cadre de ces échanges, les autorités, organismes et services (repris dans le tableau ci-dessous) ont adressé 122 informations et demandes à la CRF en 2023, soit une baisse de 38% par rapport à 2022.

1.3.1 Cooperation with Monegasque authorities and government agencies

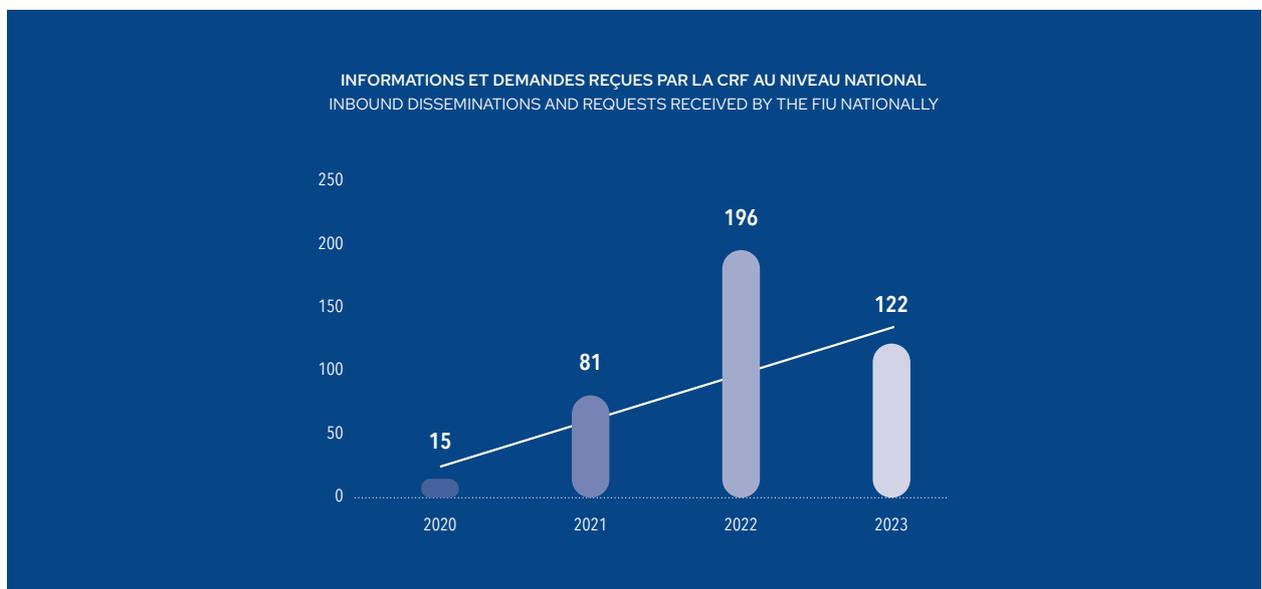
Article 50 of Act no. 1,362, amended, states that the FIU:
" ... may obtain upon request, as rapidly as possible and even where the report stipulated by Articles 36 and 40 has not been made, any information or document in their possession, necessary for the performance of its duties, from:

- 1°) any organisation or individual designated in Article 1 and points 1°) and 2°) of Article 2;
- 2°) the Police Department, in particular as regards information of a judicial nature;
- 3°) other departments of the State and of the Municipality, of legal entities with a duty of public or general interest, and public institutions;
- 4°) the Public Prosecutor or other judicial magistrates;
- 5°) national bodies carrying out supervisory duties;
- 6°) professional bodies listed by Ministerial Order, excluding those of the professionals mentioned in Article 2;
- 7°) the Board of the Ordre des avocats-défenseurs et des avocats (Bar association)."

In 2023, following the amendment to Article 40 of Act No. 1,362, some disseminations made by the Public Prosecutor to the FIU concerned facts reported to it up to the end of September by notaries and bailiffs. Until that date, the FIU was able to advise the Public Prosecutor on the merits and quality of such reports, and provide an analysis.

Under this arrangement, various authorities, bodies and agencies (listed in the table below) sent 122 disseminations and requests to the FIU in 2023, a decrease of 38% on the figure for 2022.

	Nombre d'informations et de demandes reçues en 2021 Inbound disseminations and requests received in 2021	Nombre d'informations et de demandes reçues en 2022 Inbound disseminations and requests received in 2022	Nombre d'informations et de demandes reçues en 2023 Inbound disseminations and requests received in 2023	Evolution du nombre d'informations et de demandes reçues entre 2022 et 2023 (%) Variation in inbound disseminations and requests received between 2022 and 2023 (%)
Procureur Général ou d'autres magistrats du corps judiciaire Public Prosecutor or other judicial magistrates	57	171	73	-57%
Direction de la Sûreté Publique Police Department	15	15	18	20%
Autres services de l'État et de la Commune Other Government agencies and municipality services	5	4	28	600%
Tout organisme ou personne visé à l'article 1 ^{er} Any organisation or individual specified in Article 1	3	6	2	-67%
Conseil de l'Ordre des avocats-défenseurs et des avocats Board of the Monaco Bar Association	1	0	1	-
TOTAL GÉNÉRAL OVERALL TOTAL	81	196	122	-38%



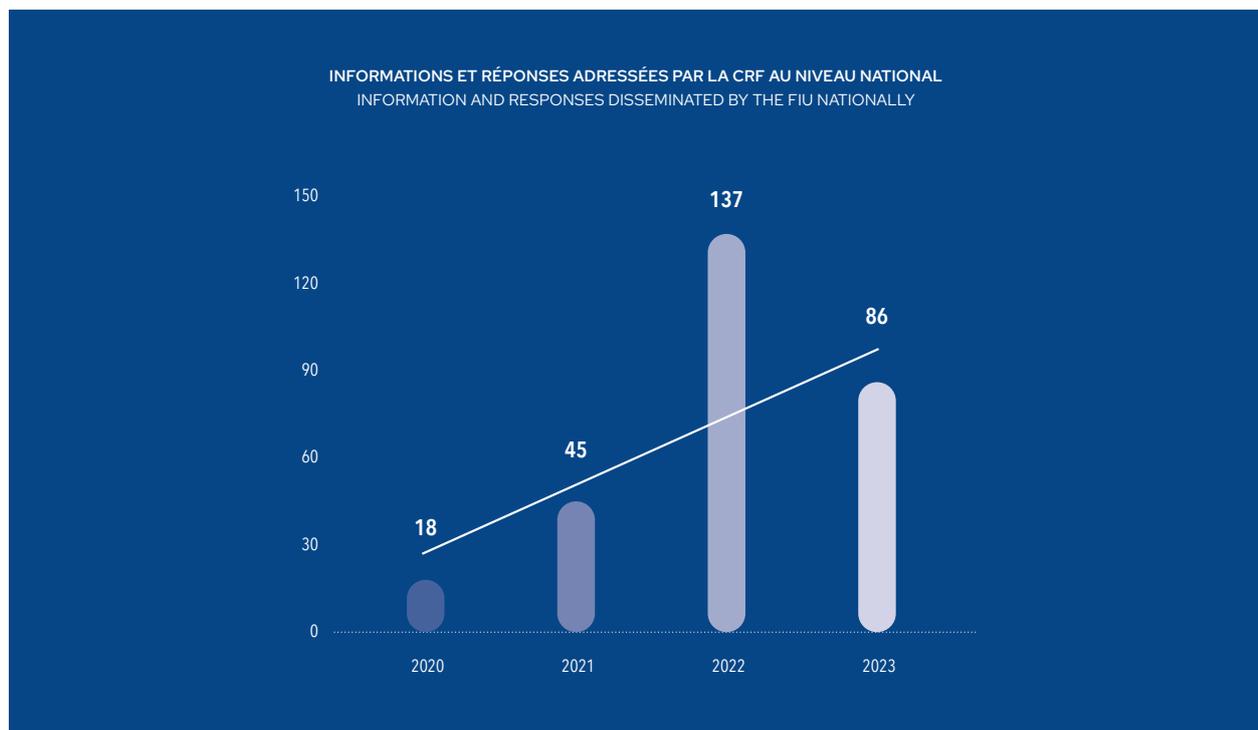
L'article 50-2 de la loi n° 1.362, modifiée, énonce que la CRF «peut également transmettre aux autorités, organismes et services visés aux chiffres 2°) à 5°) de l'article 50 toute information ou document en lien avec la présente loi utile pour l'exercice de leurs missions respectives. Ces informations sont confidentielles.»

Article 50-2 of Act No. 1,362, amended, provides that the FIU "may also disclose to the authorities, bodies and services specified in points 2°) to 5°) of Article 50, any information or document in connection with the present Act and which may be useful for their performance of their respective duties. This information is confidential."

Dans ce cadre, 86 informations et réponses ont été adressées par la CRF au niveau national en 2023, soit une baisse de 37% par rapport à 2022.

In this context, 86 disseminations and responses were sent by the FIU at the national level in 2023, representing a decrease of 37% compared to 2022.

	Nombre d'informations et de réponses adressées en 2021 Outbound disseminations and requests sent in 2021	Nombre d'informations et de réponses adressées en 2022 Outbound disseminations and requests sent in 2022	Nombre d'informations et de réponses adressées en 2023 Outbound disseminations and requests sent in 2023	Evolution du nombre d'informations et de réponses adressées entre 2022 et 2023 (%) Variation in outbound disseminations and requests sent between 2022 and 2023 (%)
Procureur Général ou d'autres magistrats du corps judiciaire Public Prosecutor or other judicial magistrates	36	115	71	-38%
Direction de la Sûreté Publique Police Department	7	16	12	-25%
Autres services de l'État et de la Commune Other Government agencies and municipality services	2	6	3	-50%
TOTAL GÉNÉRAL OVERALL TOTAL	45	137	86	-37%



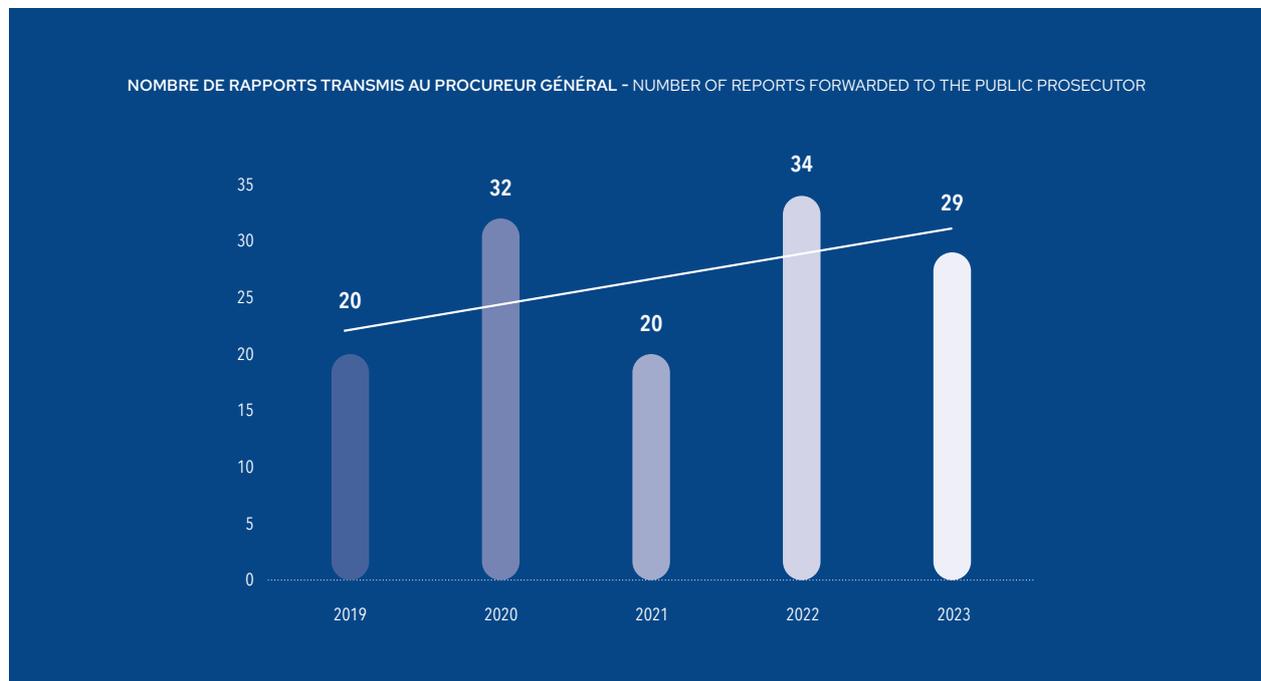
1.3.2 Les rapports transmis au Parquet Général

Depuis 2019, la CRF a transmis, de sa propre initiative, un nombre croissant de rapports au Parquet Général sur la base des articles 49 (rapports d'analyse type « PCR ») et 50-2 (informations de type « INF ») de la loi n°1.362, modifiée.

	2019	2020	2021	2022	2023
PCR	15	22	16	27	23
INF	5	10	4	7	6
TOTAL	20	32	20	34	29

1.3.2 Reports disseminated to the Public Prosecution Office

Since 2019, the CRF has, on its own initiative, transmitted an increasing number of reports to the Public Prosecutor's Office based on Articles 49 (Analysis-type reports, or PCR) and 50-2 (INF-type information) of Law No. 1.362, as amended.



L'année 2023 est marquée par une légère baisse de 15 % du nombre de rapports transmis par la CRF au Parquet Général dans le cadre de ces articles.

Il est important de rappeler que les transmissions au Parquet Général peuvent avoir pour origine une ou plusieurs déclarations de soupçon de secteurs d'activité divers, mais également des informations en provenance de professionnels assujettis ou de CRF étrangères ou encore d'autres autorités ou services administratifs nationaux, reçues par la CRF.

Compte tenu des spécificités de la Principauté, tant historiques que géographiques, les secteurs économiques et financiers sont orientés vers l'international, de sorte que l'infraction sous-jacente à celle de blanchiment est souvent commise à l'étranger. Aussi, les rapports transmis en 2023 ont révélé que les typologies de criminalité sont d'origine diversifiée et que les infractions sous-jacentes aux délits de blanchiment semblaient majoritairement avoir été commises à l'étranger.

The number of reports disseminated by the FIU to the Public Prosecutor's Office under the provisions of these Articles fell slightly by 15% in 2023.

It is important to point out that disseminations to the Public Prosecution Department may originate from one or more suspicious transaction reports from various sectors, but also from information received by the FIU from regulated entities or foreign FIUs, or even national authorities or public agencies.

Given Monaco's specific historical and geographical characteristics, its economic and financial sectors have an international focus, which means that the predicate offence that gives rise to money laundering is often committed abroad. The reports disseminated in 2023 showed a range of different types of criminal behaviour, with the majority of predicate offences seemingly having been committed abroad.

Ces transmissions sont basées sur des présomptions d'infractions pénales qui découlent des faits révélés par la CRF au Parquet Général. Ces éléments sont indicatifs et résultent de l'enquête administrative menée. Dans le cadre des enquêtes judiciaires qui s'en suivent, le Parquet Général et les magistrats apprécieront la juste qualification pénale et les directions à donner à leurs propres enquêtes. Ces enquêtes pourront parfois contribuer à révéler des informations qui n'étaient pas connues par la CRF à l'origine.

1.3.3 L'exercice du droit d'opposition

L'article 37 de la loi n°1.362, modifiée, prévoit que :
« Si, en raison de la gravité ou de l'urgence de l'affaire, le service exerçant la fonction de renseignement financier de l'Autorité estime nécessaire, il peut faire opposition à l'exécution de toute opération pour le compte du client concerné par la déclaration en vue d'analyser, de confirmer ou infirmer les soupçons et de transmettre les résultats de l'analyse aux autorités compétentes. Cette opposition est notifiée par écrit ou, à défaut, par télécopie ou par un moyen électronique approprié, avant l'expiration du délai dans lequel l'opération doit être exécutée visé à l'article 36. Elle fait obstacle à l'exécution de toute opération pendant une durée maximale de cinq jours ouvrables à compter de la notification. »

Aussi, en 2023, la Cellule de Renseignement Financier a utilisé par huit fois son droit d'opposition à la réalisation d'opérations par des personnes ou entités qui ont fait l'objet de déclarations de soupçon. Ces dossiers présentaient des éléments de suspicion suffisants pour justifier l'exercice du droit d'opposition et la transmission de rapports à l'autorité judiciaire. Le montant cumulé de ces oppositions s'est élevé à plus de 36 millions d'euros.

Pour rappel, la loi n°1.362 prévoit que la déclaration de soupçon soit envoyée avant que l'opération ait lieu, afin de permettre à la CRF d'exercer son droit d'opposition. Dans tous les cas, la responsabilité de la conduite de l'opération est toujours celle de l'entité assujettie.

1.3.4 Les déclarations de transport transfrontalier d'argent liquide

Aux contrôles douaniers s'ajoute le dispositif de contrôle des mouvements transfrontaliers d'argent liquide prévu dans la loi n° 1.362 du 3 août 2009 (Chapitre IX) et par son texte d'application l'Ordonnance Souveraine n° 2.318 (Chapitre XVI), modifiée.

Les articles 60, 60-1 et 61 de la loi susvisée stipulent que, à compter du 31 décembre 2021 :

- Toute personne physique entrant ou sortant du territoire de la Principauté qui transporte de l'argent liquide dont le montant total est supérieur à 10.000 € est tenue de le déclarer à la Direction de la Sûreté Publique. La notion d'argent liquide vise les espèces, les instruments négociables au porteur, les métaux précieux et les cartes prépayées.
- Cette même obligation s'applique lorsque de l'argent liquide fait partie d'un envoi sans l'intervention d'un porteur.
- La Direction de la Sûreté Publique transmet les déclarations à la CRF qui les enregistre, les traite et établit les statistiques s'y rapportant.

En 2023, le nombre de ces déclarations est resté stable, passant de 400 en 2022 à 392 en 2023, soit une légère baisse de 2 %. Le volume des sommes concernées par ces déclarations de 2023 a en revanche enregistré une hausse significative de +150 % au regard de l'année précédente.

These disseminations are made on the presumption that criminal offences have been committed, based on the description of the facts disclosed by the FIU to the Public Prosecutor's Office. This information is purely indicative and is the result of the administrative investigation carried out. During the course of the ensuing judicial investigations, the Public Prosecutor's Office and the judges will assess the appropriate criminal classification and the directions to be given to their own investigations. In some cases, these investigations may help to bring to light information that was previously unknown to the FIU.

1.3.3 Right to oppose

Article 37 of Act No. 1,362 (amended) states that:
"If, due to the seriousness or urgency of the case, the unit of the Authority responsible for financial intelligence deems necessary, it may oppose the conduct of any transaction for the client concerned by the report, in order to analyse, confirm or rule out any suspicions, and to disclose the findings of such analysis to the competent authorities.
This opposition shall be notified in writing or, failing this, by fax or appropriate electronic means, before the expiry of the period in which the transaction is to be carried out, specified in Article 36. It shall prevent the conduct of any transaction for a maximum period of five working days as from the notification."

In 2023, the Financial Intelligence Unit invoked its right to oppose transactions by persons or entities subject to suspicious transaction reports on eight occasions. In these cases, there was sufficient evidence of suspicious behaviour to justify exercising the right to oppose and passing reports to the judicial authorities. These eight cases represented funds in excess of 36 million euros.

Act No. 1,362 allows for a suspicious transaction report to be made before the transaction is carried out, to enable the FIU to exercise its right to oppose. In all cases, responsibility for carrying out the transaction lies with the regulated entity concerned.

1.3.4 Declarations of cross-border transport of cash

In addition to customs checks, an inspection system exists for cross-border transport of cash and bearer instruments, as laid down in Act No. 1,362 of 3 August 2009 (Chapter 9) and its implementing instrument, Sovereign Ordinance No. 2,318 (Chapter 16), amended.

Under Articles 60, 60-1, and 61 of the aforementioned Act, from 31 December 2021:

- All natural persons entering or leaving the Principality carrying cash in excess of EUR 10,000.00 are required to declare it to the Police Department. Cash includes banknotes and coins, bearer negotiable instruments, precious metals, and prepaid cards.
- This same obligation applies where cash is sent as part of an unaccompanied shipment.
- The Police Department forwards declarations to the FIU, which records and processes them, and uses them to compile statistics.

In 2023, the number of these declarations remained stable, falling very slightly by 2% to 392 from a total of 400 in 2022. However, the total amounts declared in 2023 rose significantly, by 150% compared with 2022.

	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre - Number	688	127	146	400	392
Montant (en millions d'euros) Amount (in millions of euro)	248	10	13	80	200

1.4 ♦ La coopération internationale International cooperation

La coopération de la CRF monégasque avec ses homologues s'avère un outil essentiel réciproque, car les demandes d'échanges de renseignements sont autant entrantes que sortantes.

En raison du caractère souvent transnational des circuits de blanchiment, ces échanges contribuent de manière fondamentalement opérationnelle à la consolidation et à la finalisation des dossiers d'enquête des CRF, ensuite susceptibles d'être transmis aux autorités judiciaires des différents pays.

En 2023, les échanges d'informations entre la CRF monégasque et ses homologues se présentent comme suit :

Cooperation between the Monegasque FIU and its foreign counterparts is an essential tool of mutual assistance that facilitates the handling of both inbound and outbound information requests.

Due to the often transnational nature of money laundering networks, these exchanges play a fundamentally operational role in the consolidation and completion of the FIUs' investigation files, which may then be forwarded to the judicial authorities of various countries.

In 2023, the following exchanges of information took place between the Monegasque FIU and its foreign counterparts:

Année 2023 Year 2023	Demandes reçues Inbound requests		Demandes adressées Outbound requests		Informations spontanées reçues Inbound spontaneous disseminations		Informations spontanées envoyées Outbound spontaneous disseminations	
Afrique - Africa	7	8%	7	7%	0	0%	1	20%
Amérique - Americas	5	5%	9	9%	2	3%	0	0%
Asie - Moyen Orient Asia - Middle East	8	9%	11	11%	3	5%	0	0%
Europe	73	78%	76	74%	60	92%	4	80%
Océanie - Oceania	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
TOTAL	93	100%	103	100%	65	100%	5	100%

Les statistiques ci-dessus illustrent que la coopération internationale est une composante essentielle des actions de la CRF pour mener ses enquêtes. Ces échanges permettent, notamment, de vérifier l'existence d'éventuelles infractions primaires dont le produit illicite est ensuite blanchi par réinjection dans le circuit économique.

Ils permettent également à la CRF monégasque d'être informée des faits délictueux commis par des personnes suspectées de blanchiment dans d'autres pays, ou de savoir si des poursuites ont été engagées ou des décisions de justice prononcées.

The above figures show that international cooperation is an essential component of the FIU's activities in carrying out its investigations. In particular, these exchanges are used to verify the existence of offences, the unlawful proceeds of which are then laundered by reinjecting them into the economy.

They allow the Monegasque FIU to gain information about criminal acts committed by persons suspected of money laundering in other countries, or to find out whether they have been prosecuted or convicted.

1.4.1 Nombre de demandes reçues par la CRF en provenance de CRF étrangères

93 demandes de coopération ont été reçues en 2023 par la CRF monégasque, soit une légère baisse par rapport à 2022 (98 demandes reçues).

Les demandes de renseignements ont principalement été envoyées par des homologues européens (78%), suivis par les demandes reçues des CRF de la zone Asie/Moyen-Orient (9%), de la zone Afrique (8%) et de la zone Amérique (5%).

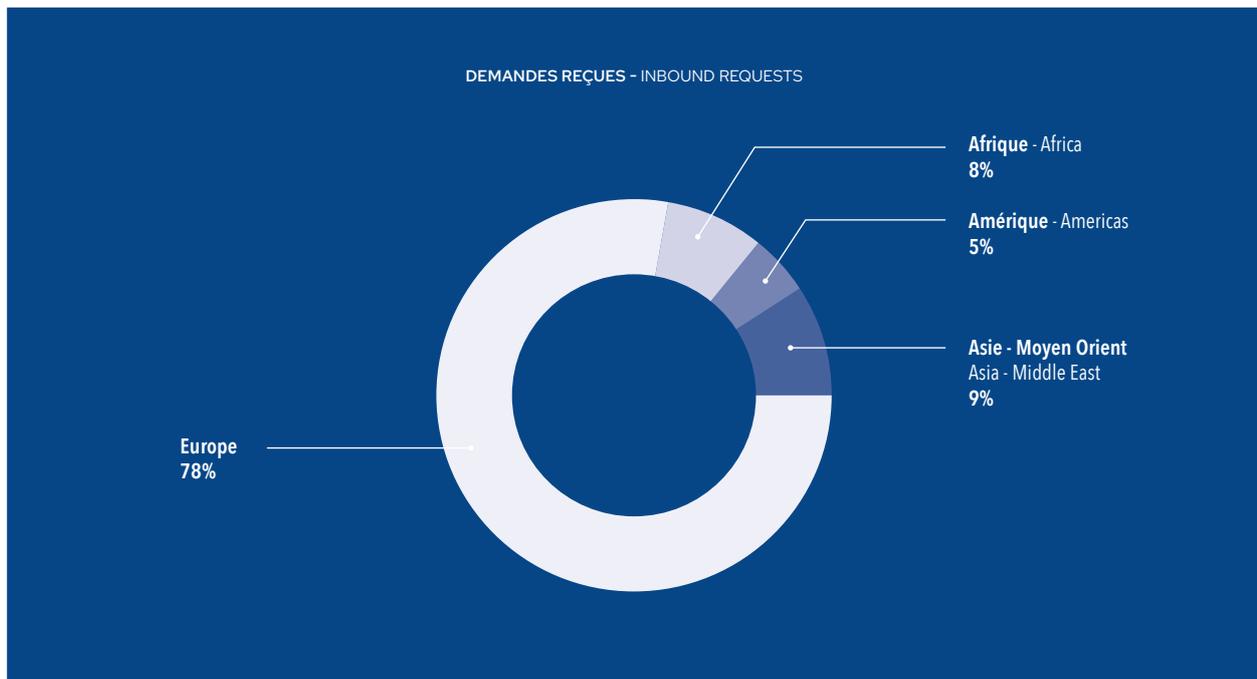
Chacune de ces demandes fait l'objet d'investigations et de l'envoi d'une ou plusieurs réponses aux CRF requérantes. Certains dossiers peuvent ensuite conduire les autorités judiciaires étrangères à saisir leurs homologues monégasques de demandes d'entraides internationales. Ces dernières peuvent éventuellement être assorties de mesures de blocage des fonds déposés en Principauté, ou encore de saisies conservatoires sur des biens mobiliers ou immobiliers qui y sont situés.

1.4.1 Number of inbound requests received by the Monegasque FIU from foreign FIUs

The Monegasque FIU received 93 requests for cooperation in 2023, slightly fewer than in 2022 (when 98 requests were received).

Most of these requests came from other European FIUs (78%), while a smaller proportion was sent by FIUs in the Asia/Middle East region (9%), Africa (8%), and the Americas (5%).

All of these requests are investigated and one or more responses sent to the requesting FIUs. Some cases may then prompt the foreign judicial authorities to submit formal letters of request for mutual legal assistance to their counterparts in Monaco. These may be accompanied by orders to freeze funds or seize real estate or moveable assets deposited or located in the Principality.



1.4.2 Nombre de demandes adressées par la CRF monégasque à des CRF étrangères

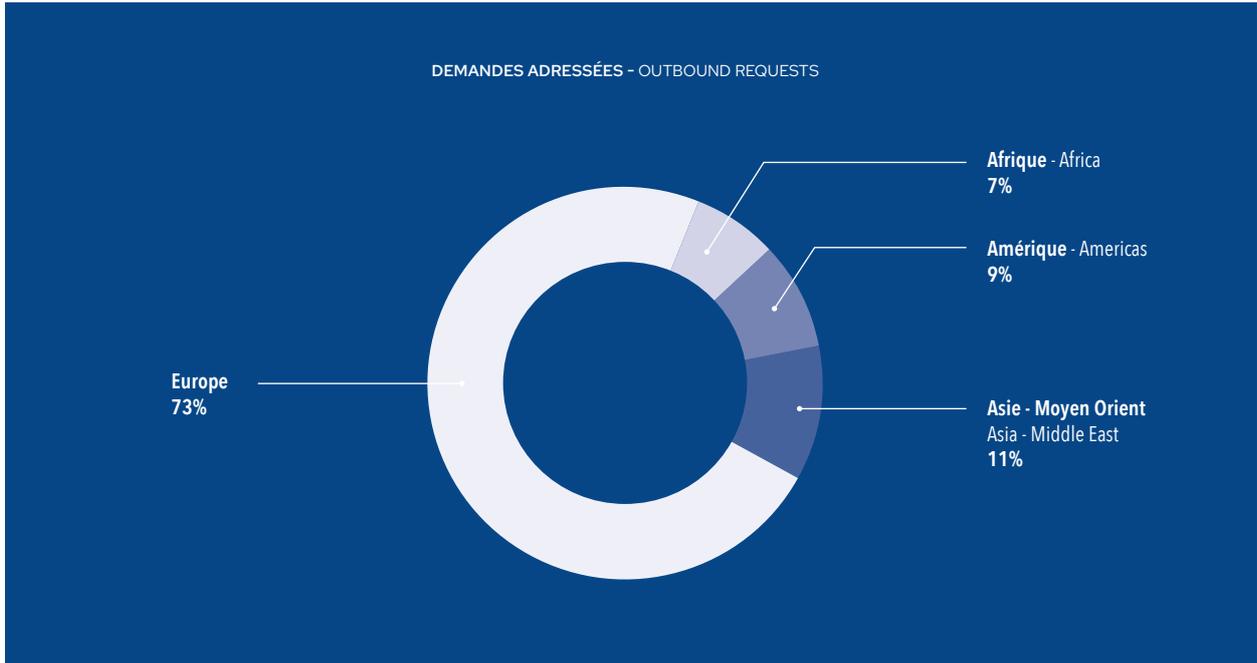
103 demandes de coopération ont été adressées en 2023 par la CRF monégasque, soit plus du double de 2022 (48 demandes envoyées).

Les demandes de renseignements ont principalement été envoyées à des homologues européens (74%), suivis par les demandes adressées à des CRF de la zone Asie/Moyen-Orient (11%), de la zone Amérique (9%) et de la zone Afrique (7%).

1.4.2 Number of outbound requests sent by the Monegasque FIU to foreign FIUs

The Monegasque FIU sent 103 requests for cooperation in 2023, more than twice as many as in 2022 (when 48 requests were sent).

Most of these requests were sent to other European FIUs (74%), while a smaller proportion was sent to FIUs in the Asia/Middle East region (11%), the Americas (9%), and Africa (7%).



1.5 ♦ La lutte contre le terrorisme et le financement du terrorisme (T & FT) et le financement de la prolifération des armes de destruction massive (P)

The fight against terrorism and terrorist financing and the proliferation of weapons of mass destruction

La Principauté de Monaco est un pays réputé pour sa sécurité. Le sentiment de sécurité y est très élevé mais il est de plus en plus difficile de le préserver. En effet, la crainte d'un attentat, que ce soit par une organisation terroriste ou à l'initiative d'une personne agissant seule, s'est propagée à l'ensemble des pays du monde occidental. En raison de sa situation géographique en Europe et ses liens étroits avec la France, la Principauté n'est pas épargnée.

Afin de faire face à une éventuelle menace terroriste et malgré la difficulté d'évaluer la menace terroriste qui pèse sur elle, Monaco a mis en place un niveau de vigilance renforcé (renforcement des mesures de protection à l'encontre de personnes qui pénètrent dans certains lieux, de la vidéo protection, de la présence policière, etc.).

De plus, la Principauté de Monaco étant une place financière internationale, la menace de passages de fonds pour servir à financer des actes terroristes est également prise au sérieux par les autorités concernées.

Aussi, la CRF, les autorités judiciaires et les services de l'État s'engagent à mettre en œuvre et à entretenir la meilleure des coopérations possibles au niveau national, ainsi qu'avec leurs homologues étrangers.

Monaco is a country with a reputation for security. The Principality is generally felt to be an extremely safe place, but this is proving increasingly difficult to maintain. Fear of an attack, whether by a terrorist organisation or an individual acting alone, has spread to all Western countries. Owing to its geographical situation in Europe and its close links with France, the Principality is no exception to this.

To counter potential terrorist threats, and despite the difficulty in evaluating the level of threat it faces, Monaco has introduced heightened vigilance measures (with enhanced security measures for individuals entering certain locations, CCTV, police presence, etc.).

In addition, since Monaco is an international financial centre, the risk that it may be used to move funds intended to finance terrorist acts is taken very seriously by the authorities concerned.

The FIU, the judicial authorities and government agencies are committed to establishing and maintaining maximum cooperation, both within Monaco and with their counterparts in other countries.

Les statistiques suivantes sont à relever :

Below are the statistics showing the numbers of reports and requests sent and received by the FIU:

Nombre - Number	2022	2023
De déclarations de soupçon reçues pour la T & FT - of inbound suspicious activity reports for T & FT	13	4
De demandes reçues pour la T & FT (CRF étrangères) - of inbound requests for T & FT (foreign FIUs)	3	0
De demandes envoyées pour la T & FT (CRF étrangères) - of outbound requests for T & FT (foreign FIUs)	4	3

Comme les années précédentes, la CRF a enregistré peu de déclarations de soupçon pouvant avoir un lien potentiel (généralement indirect) avec du financement du terrorisme ou du terrorisme (0,3% environ des déclarations de soupçon reçues).

Au niveau international, aucune demande de renseignements n'a été reçue en provenance de CRF étrangères, et 3 demandes ont été adressées dans le sens inverse.

Aucune déclaration de soupçon n'a été enregistrée concernant le financement de la prolifération des armes de destruction massive.

Les pouvoirs d'enquête de la CRF en matière de lutte contre le terrorisme et le financement du terrorisme (T & FT) et le financement de la prolifération des armes de destruction massive (P) sont identiques à ceux déjà évoqués supra dans le cadre des déclarations de soupçon impliquant des opérations pouvant être liées à du blanchiment de capitaux. La coopération nationale et internationale reste essentielle pour prévenir et lutter contre toutes les infractions.

As in previous years, the FIU received relatively few suspicious transaction reports potentially linked (usually indirectly) to terrorism or terrorist financing in 2022. These accounted for around 0.3% of the total number of reports received.

No requests for information were received from foreign FIUs, but three requests were made in the opposite direction.

No suspicious transaction reports were received relating to the financing of WMD proliferation.

The FIU's powers to investigate suspicious transaction reports with potential links to terrorism or financing or terrorism or WMD proliferation are identical to those already described above for money laundering. National and international cooperation remains vital for preventing and combating all criminal offences.

◆ Typologies Typologies

Typologie 1

Contexte : signalements transmis par des organismes et personnes visés par la loi n° 1.362 du 3 août 2009 modifiée, et conduisant à suspecter une infraction de blanchiment de capitaux liée à de la traite des êtres humains.

Une société de yachting, X, enregistrée dans le pays A, est en charge de la vente d'un yacht appartenant à une société Y enregistrée dans le pays B et dont le bénéficiaire effectif est un ressortissant du pays C. Le contrat de vente est conclu avec un acquéreur, Monsieur Z.

Il ressort de sources ouvertes que ce dernier, cofondateur d'un grand groupe, ferait l'objet d'investigations dans un pays D pour des faits de traite des êtres humains (exploitation sexuelle).

Le montant de l'acquisition est versé par l'acquéreur, Monsieur Z depuis son compte dans un pays E sur le compte monégasque de la société X, en deux temps (acompte puis solde). Cette dernière, la société X, transfère ensuite la somme totale (plusieurs dizaines de millions d'euros, correspondant à la valeur du yacht moins la commission perçue) vers le compte bancaire de la société Y située dans le pays F.

Typology 1

Background: reports received from the organisations and individuals designated in Act No. 1,362 of 3 August 2009, amended, raising suspicion of money laundering offences linked to human trafficking.

A yachting firm, X, registered in country A, was instructed to handle the sale of a yacht owned by firm Y registered in country B, whose beneficial owner was a national of country C. The sale contract was signed with a buyer, Mr Z.

According to open sources, he, a co-founder of a major conglomerate, was reportedly under investigation in Country D for human trafficking (sexual exploitation).

Mr Z paid the agreed price for the yacht from his account in country E, into firm X's account in Monaco. The payment was made in two instalments - a down payment, followed by the balance. Firm X then transferred the total amount (several tens of millions of euros, representing the value of the yacht minus commission on the sale) into a bank account held by firm Y in country F.

Typologie 2

Contexte : signalements transmis par des organismes et personnes visés par la loi n° 1.362 du 3 août 2009 modifiée, et conduisant à suspecter une infraction de blanchiment de capitaux liée à plusieurs infractions fiscales, à de l'abus de biens sociaux et à du faux et de l'usage de faux.

Le suspect, Monsieur W, travaille comme consultant pour une compagnie d'aviation étrangère, la société I. Il perçoit deux commissions de vente en tant qu'intermédiaire pour la vente de deux avions privés :

- un premier virement de plus de 100K euros de la part de la société I pour laquelle il réalise des services ;
- un second virement de plus de 100K euros de la part du président de cette même société I, Monsieur V.

Monsieur W a signé un contrat de consultant et émet les factures justifiant les opérations ci-dessus à son adresse de domicile à Monaco.

Or, Monsieur W ne dispose d'aucune autorisation d'activité à Monaco et n'est donc pas autorisé à exercer une activité de conseil en Principauté. Il ne peut donc pas émettre de facture à Monaco ni recevoir des versements pour ce type de transaction. Le fait d'être l'intermédiaire l'expose aussi à des obligations fiscales.

De plus, selon des articles de presse étrangère, Monsieur V, président de la société I, aurait acheté, via l'une de ses sociétés, un bien immobilier détenu par Monsieur U (homme d'affaires) à l'étranger pour plusieurs millions d'euros. Cette vente immobilière serait mentionnée dans des poursuites judiciaires à l'encontre de Monsieur U qui serait impliqué dans des opérations de blanchiment d'argent et de corruption pour un montant supérieur à 1 milliard d'euros.

Typologie 3

Contexte : signalements transmis par des organismes et personnes visés par la loi n° 1.362 du 3 août 2009 modifiée, et conduisant à suspecter une infraction de blanchiment de capitaux issus de détournement de fonds, infraction fiscale, faux et usage de faux et dettes impayées.

La personne visée, Monsieur T, est étudiant de nationalité étrangère (pays X) et résident à Monaco. Il acquiert une villa à Monaco pour plusieurs dizaines de millions d'euros. Cette acquisition est financée à 60% par un prêt accordé par une banque locale et 40% par des financements personnels de Monsieur T et de son père, Monsieur R.

De source publique, les parents de Monsieur T, Monsieur et Madame R, sont connus dans le pays X pour leur activité dans le commerce de ressources naturelles. Ils y sont également négativement connus pour des enquêtes civiles et pénales à leur encontre pour évasion fiscale, faux et usage de faux et dettes impayées.

De plus, l'une des sociétés détenues par Monsieur et Madame R est également sous enquête de justice dans le pays W pour blanchiment de capitaux. Ils détiennent d'autres sociétés également spécialisées dans l'exploitation de ressources naturelles dans cinq autres pays.

Typologie 2

Background: reports received from the organisations and individuals designated in Act No. 1,362 of 3 August 2009, amended, raising suspicion of money laundering offences linked to multiple tax offences, misappropriation of company assets, forgery, and uttering.

The suspect, Mr W, worked as a consultant for a foreign aviation company, firm I. He received two sale commission payments for brokering the sale of two private aircraft:

- An initial wire transfer for services rendered of more than 100,000 euros from firm I;
- A second wire transfer of more than 100,000 euros from the chairman of that same firm I, namely Mr V.

Mr W signed a consultancy agreement and issued invoices for these transactions showing his home address in Monaco.

However, Mr W did not have an official license to carry on business in Monaco, and was therefore not permitted to work as a consultant in the Principality. This meant he was unable to issue invoices in Monaco or to receive payment for transactions of this kind. By acting as a broker, he was also bound by certain tax obligations.

Moreover, articles in the foreign press alleged that Mr V, the chairman of firm I, had used one of his companies to buy a property in another country from businessman Mr U, for several million euros. That property sale had supposedly been cited in the legal proceedings brought against Mr U, who was said to have been involved in money laundering and corrupt transactions totalling in excess of 1 billion euros.

Typologie 3

Background: reports received from the organisations and individuals designated in Act No. 1,362 of 3 August 2009, amended, raising suspicion of offences involving laundering of the proceeds of embezzlement, tax fraud, forgery, uttering, and unpaid debts.

The individual concerned, Mr T, was a foreign student (a national of country X) residing in Monaco. He purchased a villa in Monaco for several tens of millions of euros, with 60% of the purchase price financed by a loan from a local bank, and the remaining 40% by the personal assets of Mr T and his father, Mr R.

According to public sources, Mr. T's parents, Mr. and Mrs. R, were known in country X for their involvement in the natural resources trade. They were also adversely known for civil and criminal investigations against them for tax evasion, forgery and uttering, and unpaid debts.

In addition, one of the firms owned by Mr and Mrs R was also under investigation for money laundering in country W. They also owned other firms, also specialising in the exploitation of natural resources, in five other countries.

2

Les agents de la Supervision sont habilités, par l'article 54 de la Loi n° 1.362 modifiée, à contrôler l'application des obligations mises à la charge des professionnels cités à l'article premier de cette loi.

Ces contrôles peuvent s'effectuer sur pièces ou sur place. Ils ont pour objectif d'assurer le suivi des établissements et de vérifier la bonne mise en œuvre de l'ensemble des obligations et diligences imposées aux professionnels par le législateur.

Under Article 54 of Act No. 1,362 (amended), Supervision officers are authorised to check that the professionals identified in Article 1 of the Act are complying with their obligations.

These checks may take the form of desk audits or on-site inspections. The purpose of these audits and inspections is to monitor institutions and ensure that professionals are complying in full with their due diligence obligations as required by law.

ACTIVITÉ DE SUPERVISION DE LA LCB/FT-C



AML/CFT SUPERVISORY ACTIVITY

Le contexte dans lequel s'est exercée l'activité de supervision en 2023 est très particulier du fait que les agents du SICCFIN puis de l'AMSF qui sont en charge de cette mission ont été conduits à consacrer une partie importante de leur travail aux suites de l'évaluation de la Principauté de Monaco par le Comité Moneyval, mais également au développement et à la mise en œuvre de l'outil STRIX (voir ci-dessous).

The context in which the supervisory activity took place in 2023 is quite unique, as the officers of SICCFIN, and later of AMSF, responsible for this mission, were required to dedicate a significant portion of their work to follow-up actions related to the evaluation of the Principality of Monaco by the Moneyval Committee, as well as to the development and implementation of the STRIX tool (see below).

2.1 ♦ Les contrôles sur pièces

Desk audits

Les contrôles sur pièces portent sur les documents que chaque professionnel assujéti à la Loi n° 1.362 modifiée est tenu d'adresser au SICCFIN et désormais à l'AMSF.

Trois catégories de documents sont concernées :

- Les procédures internes ;
- Les questionnaires annuels ;
- Les rapports annuels d'activité (article 33 de la Loi n°1.362 modifiée) et d'évaluation (article 59 de la Loi n° 1.362 modifiée).

Au total, 1155 documents (toutes catégories confondues) ont été reçus et traités par l'Autorité de Supervision pour l'exercice 2023, ce qui traduit une évolution de +23% par rapport à 2022.

A compter du 30 Septembre 2023, l'AMSF a le pouvoir de sanctionner directement notamment le défaut de communication de ces documents.

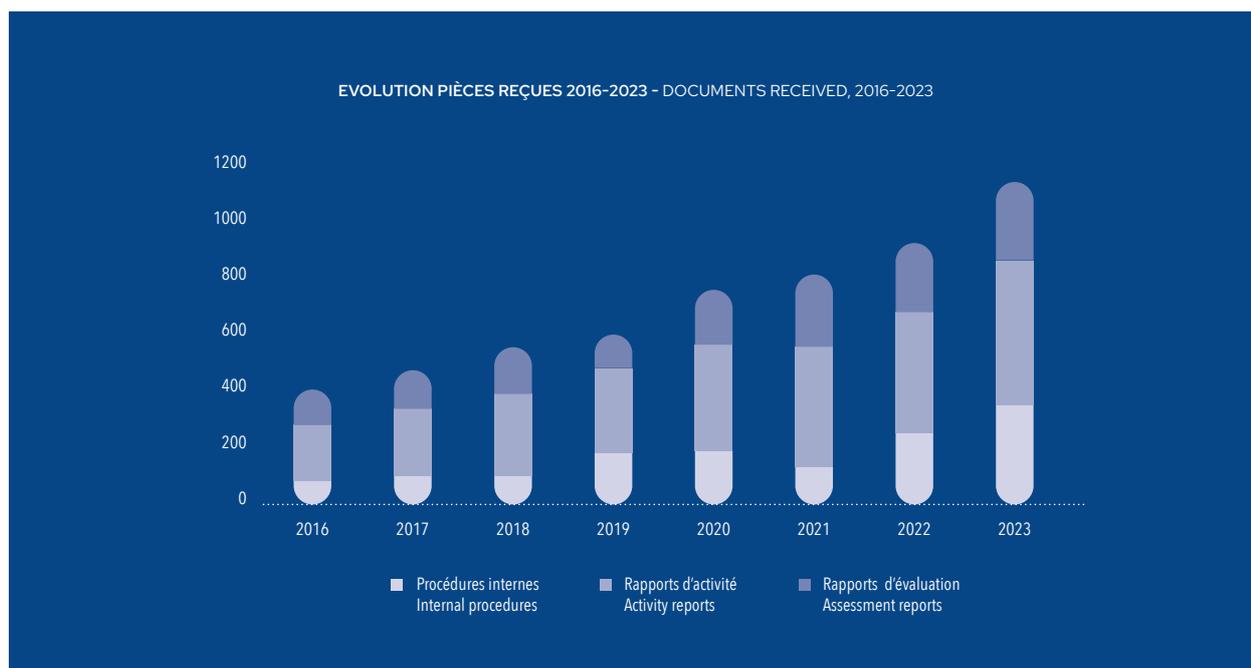
These audits review the documents that each regulated entity subject to Act No. 1,362 is required to submit to SICCFIN, and now to the AMSF.

Three categories of documents are concerned:

- Internal procedures;
- Annual questionnaires;
- Annual activity reports (Article 33 of Act No. 1,362, amended) and assessment reports (Article 59 of Act No. 1,362, amended).

Altogether, some 1,155 documents (all categories included) were received and processed by the Supervisory Authority for 2023, an increase of +23% compared with 2022.

On 30 September 2023, the AMSF gained powers to impose sanctions directly, including for failure to disclose these documents.



2.1.1 Les procédures internes

En 2023, l'autorité de supervision a reçu 358 documents (contre 256 en 2022 soit +40% par rapport à 2022) correspondants soit à des procédures internes liées à l'installation de nouveaux professionnels, soit à des modifications de procédures existantes envoyées par des professionnels déjà établis.

Exception faite de 2021, on constate une nette augmentation d'année en année depuis 2018 des documents envoyés par les assujettis (+251% par rapport à 2018). Ces chiffres attestent de leur implication croissante.

2.1.1 Internal procedures

In 2023, the supervisory authority received and analysed 358 documents (compared with 256 in 2022, a rise of 40%). These included internal procedures from newly established professionals and amendments to existing procedures from already established professionals.

With the exception of 2021, there has been a clear year on year rise in the number of documents submitted by regulated entities since 2018 (+251% overall since that year). These figures reflect the increasing level of active involvement by regulated entities.

Le tableau ci-après décrit l'évolution des procédures adressées par des professionnels à l'AMSF depuis 2018 :

The table below shows the trend in procedures sent by regulated entities to the AMSF since 2018:

Professionnels concernés Professionals concerned	2018	2019	2020	2021	2022	2023
PROFESSIONS FINANCIÈRES - FINANCIAL PROFESSIONS						
Banques et institutions financières Banks and financial institutions	6	16	10	14	10	21
Sociétés de gestion de portefeuille Portfolio management firms	12	23	21	12	19	31
Courtiers en Assurance-vie Life insurance brokers	1	2	2	1	5	12
Changeurs manuels - Bureaux de change	1	-	1	1	-	-
Concessionnaire de prêt sur gage Pawnbrokers	-	1	-	1	-	1
Private Equity	-	-	-	-	-	1
Commissionnaires du concessionnaire de prêt sur gage - Pawnbrokers' agents	1	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL - SUB-TOTAL	21	42	34	29	34	66
PROFESSIONS NON FINANCIÈRES - NON-FINANCIAL PROFESSIONS						
CSP (sociétés de gestion de sociétés étrangères) - CSPs (Company Service Providers)	12	16	17	2	18	19
Conseils juridiques - Legal advisors	6	16	8	9	13	22
Agents Immobiliers - Estate agents	26	30	28	29	59	47
Trustees						
Commerçants d'objets de grande valeur Dealers in high-value goods	23	59	60	29	71	111
Experts-comptables / Comptables agréés Certified public accountants	-	3	4	4	8	17
Maisons de jeux - Gaming houses	-	-	-	1	-	-
Marchands de biens - Property traders	12	15	22	26	35	37
Centres d'affaires - Business centres	-	-	-	-	2	5
Agents sportifs - Sports agents	-	3	14	3	6	17
Transitaires Port Franc Free port forwarding service providers	-	-	-	-	-	2
Multi Family Offices	2	4	7	5	10	14
SOUS-TOTAL - SUB-TOTAL	81	146	160	108	222	291
TOTAL	102	188	194	137	256	357
CROWDFUNDING	-	-	-	-	-	1
TOTAL (ART. 1^{ER} ET ART. 2)	102	188	194	137	256	358

On relève une hausse des procédures reçues en 2023 principalement pour les agents sportifs (+183%), les centres d'affaires (+150%), les courtiers en assurance-vie (+140%), les experts comptables (+113%) et les banques (+110%). Il convient de préciser que ces derniers professionnels ont adressé leurs procédures modifiées à l'occasion des modifications intervenues sur la loi 1.362 en juin 2023.

L'évolution des procédures reçues des commerçants d'objets de grande valeur est également très importante (+56%) avec notamment une progression notable des professionnels du yachting et de l'automobile.

Le tableau ci-dessous reflète les évolutions depuis 2018 :

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Yachts - Yacht dealers	7	22	20	8	26	50
Automobiles - Car dealers	-	7	5	1	2	10
Avions - Aircraft dealers	2	4	1	-	4	3
Bijoutiers/horlogers Jewellers/Watchmakers	9	17	17	10	13	16
Ventes aux enchères - Auction houses	-	1	5	3	-	2
Antiquaires - Antiques dealers	2	1	7	4	7	11
Autres - Other	3	7	5	3	19	19
TOTAL	23	59	60	29	71	111

L'analyse des procédures reçues a conduit à l'émission de lettres de recommandation portant sur les principaux sujets récurrents suivants :

- L'obligation d'évaluer les risques auxquels l'établissement est exposé (article 3 de la Loi n° 1.362 modifiée) ;
- Le dispositif d'alerte (articles 31 et 32 de la Loi n° 1.362 modifiée) et les mesures y relatives ;
- L'obligation de procéder à la rédaction d'un examen spécifique pour les clients susceptibles de présenter des niveaux particuliers de risque (article 25 de l'OS n° 2.318) ;
- L'encadrement des paiements en espèces (article 35 de la Loi n° 1.362 modifiée) ;
- L'obligation d'adresser des compléments d'information suite à l'émission d'une déclaration de soupçon (article 36 de la Loi n° 1.362 modifiée).

2.1.2 Les questionnaires

Les professionnels assujettis remplissaient annuellement jusqu'en 2022 des questionnaires portant, notamment, sur l'activité, les procédures internes, la formation, l'approche par les risques, le système de surveillance des opérations atypiques, les problématiques liées au gel d'avoirs et les statistiques concernant l'année civile écoulée.

Ces informations constituaient une source de renseignements utile contribuant au suivi de l'entité concernée, sur les éventuelles évolutions de son activité, des services proposés ou encore de sa clientèle.

The rise in the number of procedures received in 2023 mainly concerned sports agents (+183%), business centres (+150%), life insurance brokers (+140%), certified public accountants (+113%), and banks (+110%). Banks were required to submit their updated procedures following the amendments made to Act No. 1,362 in June 2023.

There was also a sharp upturn in the number of procedures received from dealers in high-value goods (+56%), especially yacht and car dealers.

The table below shows how the situation has changed since 2018:

The letters of recommendation issued by the Authority, based on its analysis of the procedures received, identified a number of recurring issues:

- The obligation to assess the risks to which the regulated entity is exposed (Article 3 of Act No. 1,362, amended);
- The alert system (Articles 31 and 32 of Act No. 1,362, amended) and related measures;
- The obligation to draft a specific examination for clients likely to present particular risk levels (Article 25 of Sovereign Ordinance No. 2,318);
- The rules on cash payments (Article 35 of Act No. 1,362, amended);
- The obligation to submit supplementary information after a suspicious transaction report is made (Article 36 of Act No. 1,362, amended).

2.1.2 Questionnaires

Until 2022, regulated entities were required to complete annual questionnaires covering subjects such as business activity, internal procedures, training, the risk-based approach, the unusual transaction monitoring system, issues to do with asset freezing, and statistics for the past calendar year.

The questionnaires were a valuable source of information, helping the authority to monitor the entity concerned and any changes to its activity, services or clientele.

Cependant, pour répondre au mieux à la nécessité de mettre en œuvre une approche par les risques sur l'ensemble des professionnels assujettis, l'AMSF s'est dotée du logiciel STRIX dont la mise en œuvre a abouti à l'émission de 20 questionnaires couvrant l'ensemble des secteurs assujettis à l'exception des marchands de biens. Ces questionnaires, comprenant entre 350 et 600 questions selon les secteurs concernés, ont permis d'obtenir courant 2023 une cartographie très complète des risques portés par chaque entité qui y a répondu.

L'outil STRIX permet d'adresser directement un questionnaire en ligne aux personnes désignées par les entités assujetties. L'ancien dispositif reposait sur une action volontaire desdites entités qui devaient télécharger un questionnaire, le remplir, l'éditer et le faire parvenir par courrier.

En conséquence, au cours de l'année 2023, 879 questionnaires ont été renseignés et adressés à l'AMSF (contre 297 en 2022), soit une augmentation de 196 %. Cette progression notable a permis d'atteindre un niveau de réponse de 71% des entités interrogées.

La répartition des questionnaires reçus se détaille comme suit depuis 2018 :

However, to better reflect the need for a risk-based approach covering all regulated entities, the AMSF began using the STRIX software package. This led to 20 questionnaires being sent out, covering all sectors of the economy concerned by AML regulations, with the exception of property traders. The responses to these questionnaires, consisting of between 350 and 600 questions depending on the sector concerned, were used in 2023 to build a comprehensive map of the risks for each respondent.

With STRIX, the AMSF is able to send an online questionnaire directly to each regulated entity's designated AML officer, whereas the old system relied on regulated entities voluntarily downloading a questionnaire, before completing it, printing it out, and returning it by post.

As a result, over the course of 2023, some 879 questionnaires were completed and sent to the AMSF (compared with 297 in 2022), a rise of 196%. This remarkable surge translated to a 71% response rate.

Since 2018, the completed questionnaires received broke down as follows:

Professionnels concernés - Professionals concerned	2018	2019	2020	2021	2022	2023
PROFESSIONS FINANCIÈRES - FINANCIAL PROFESSIONS						
Banques et institutions financières Banks and financial institutions	32	33	29	29	27	30
Sociétés de gestion de portefeuille Portfolio management companies	45	41	34	41	49	62
Courtiers en Assurance-vie - Life insurance brokers	29	7	5	13	14	37
Changeurs manuels - Bureaux de change	2	2	2	2	2	2
Concessionnaire de prêt sur gage Pawnbrokers	1	1	-	1	1	1
SOUS-TOTAL - SUB-TOTAL	109	84	70	86	93	132
PROFESSIONS NON FINANCIÈRES - NON-FINANCIAL PROFESSIONS						
CSP (sociétés de gestion de sociétés étrangères) CSPs (Company Service Providers)	35	34	30	32	21	33
Casinos	-	-	-	-	-	1
Conseils juridiques - Legal advisors	34	21	21	17	31	67
Agents Immobiliers - Estate agents	96	63	62	96	98	151
Agents sportifs - Sports agent	-	-	-	-	1	51
Autres Commerçants d'objets de grande valeur Other dealers in high-value goods	-	17	8	16	26	209
Marchands de biens - Property traders	-	-	1	3	-	-
Experts-comptables - Certified public accountants	-	-	-	-	-	32
Centres d'affaires - Business centres	-	-	-	-	-	15
Yachting - Yacht dealers	2	8	10	12	27	155
Multi Family Offices	2	1	3	6	-	33
SOUS-TOTAL - SUB-TOTAL	169	144	135	182	204	747
TOTAL	278	228	205	268	297	879

La progression enregistrée est particulièrement importante sur certains secteurs, notamment celui du Yachting (+474%) et l'ensemble des autres commerçants d'objets de grande valeur (703%) qui se répartissent comme suit :

The rise in completed questionnaires returned has been particularly noticeable in certain sectors, including yacht dealers (+474%) and all other dealers in high-value goods (703%), which broke down as follows:

	2023
Bijoutiers - Jewellers	59
Avions - Aircraft dealers	15
Automobiles - Car dealers	22
Antiquaires - Antiques dealers	34
Ventes aux enchères - Auction houses	13
Métaux et pierres précieuses - Dealers in precious metals and stones	66
TOTAL	209

Les taux de réponses par professions sont équivalents entre les professions financières et non financières, à 71 % des entités interrogées. Ils se détaillent comme suit :

Response rates by profession were identical for financial and non-financial professions, at 71%. They broke down as follows:

	Taux de réponse - Response rate	2023
PROFESSIONS FINANCIÈRES - FINANCIAL PROFESSIONS		
Banques et institutions financières - Banks and financial institutions	91%	
Sociétés de gestion de portefeuille - Portfolio management firms	97%	
Courtiers en Assurance-vie - Life insurance brokers	43%	
Changeurs manuels - Bureaux de change	100%	
Concessionnaire de prêt sur gage - Pawnbrokers	100%	
SOUS-TOTAL - SUB-TOTAL	71%	
PROFESSIONS NON FINANCIÈRES - NON-FINANCIAL PROFESSIONS		
CSP (sociétés de gestion de sociétés étrangères) - CSPs (Company Service Providers)	94%	
Casinos	100%	
Conseils juridiques - Legal advisors	79%	
Agents Immobiliers - Estate agents	96%	
Agents sportifs - Sports agents	70%	
Autres Commerçants d'objets de grande valeur - Other dealers in high-value goods	54%	
Experts-comptables - Certified public accountants	94%	
Centres d'affaires - Business centres	94%	
Yachting - Yacht dealers	73%	
Multi Family Offices	80	
SOUS-TOTAL - SUB-TOTAL	71%	
TOTAL	71%	

L'objectif de l'exercice 2024 sera d'augmenter encore ces taux de réponse pour viser un minimum de 80% pour chacun des secteurs.

The objective for 2024 will be to increase these response rates further, aiming for 80% in each sector.

2.1.3 Les rapports annuels

Parmi les obligations mises à la charge des professionnels par la Loi n° 1.362 et l'Ordonnance Souveraine n° 2.318 modifiées sur l'exercice 2023 figurent :

- L'établissement d'un rapport d'activité annuel par le professionnel ou le responsable LCB/FT-C désigné, conformément à l'article 33 de la Loi n° 1.362, modifiée ;
- La rédaction par un expert-comptable ou un comptable agréé, inscrit au tableau de l'Ordre, d'un rapport annuel d'évaluation du dispositif LCB/FT-C, conformément à l'article 59 de la Loi n° 1.362, modifiée.

S'agissant de ce second document, les modifications législatives enregistrées en 2023 l'ont supprimé des obligations légales, dans la mesure où les données collectées via STRIX offrent déjà une information beaucoup plus développée qu'auparavant. L'exercice 2023 est donc le dernier lors duquel l'obligation d'établir ce rapport est effective.

L'évolution des rapports annuels reçus entre 2022 et 2023 s'établit comme suit :

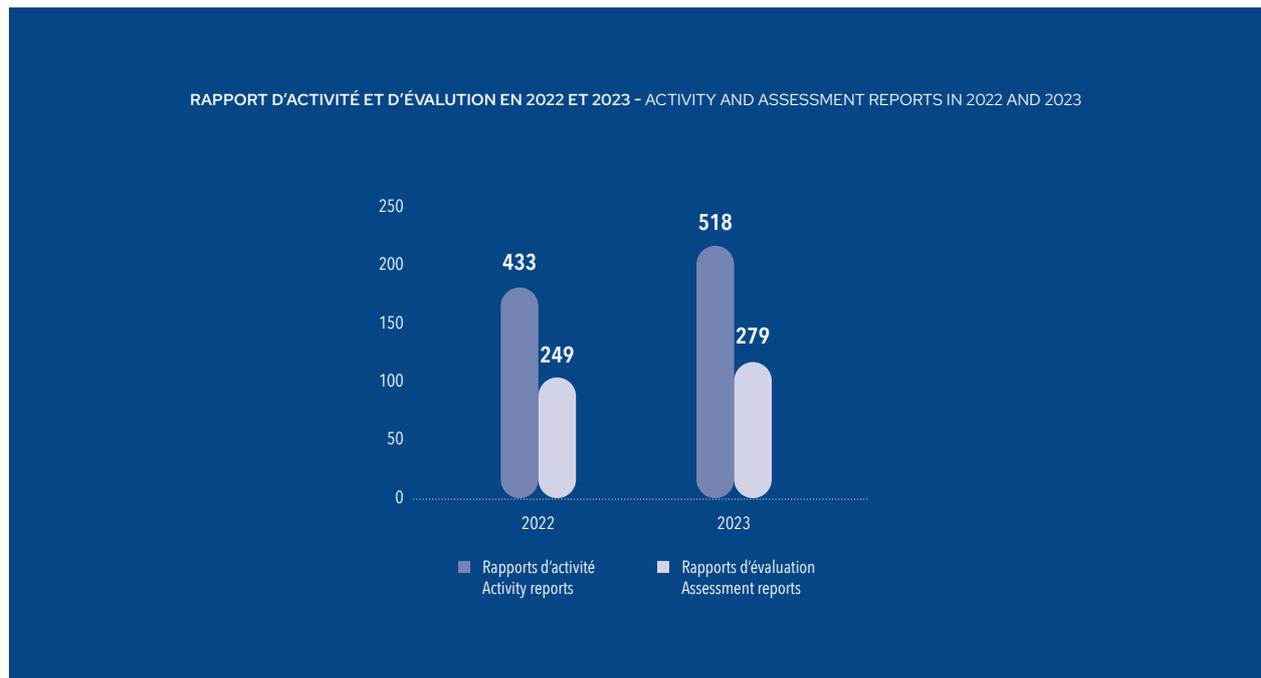
2.1.3 Annual reports

In 2023, the obligations imposed on professionals by Act No. 1,362 and Sovereign Ordinance No. 2,318, amended, included:

- The production of an annual activity report by the regulated entity or the designated AML/CFT officer, in accordance with Article 33 of Act No. 1,362, amended;
- The drafting of an annual AML/CFT assessment report by a certified public or chartered accountant, who is a member of the Monaco Association of Accountants, in accordance with Article 59 of Act No. 1,362, amended.

The law was changed in 2023 to end the statutory obligation to produce an annual AML/CFT assessment report, since the data collected via STRIX already provide much more extensive information than was previously the case. As a result, 2023 was the last year for which these regulated entities were legally required to produce this report.

Annual reports received between 2022 and 2023 were as follows:



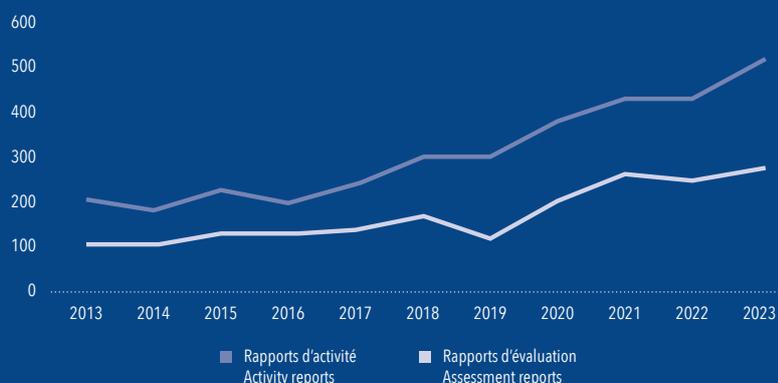
On constate une augmentation significative du nombre de rapports d'activité (+85 soit +20%) et une augmentation plus mesurée du nombre de rapport d'évaluation (+30 soit +12%).

En ce qui concerne ces rapports, on constate donc une reprise de l'augmentation de leur émission par les établissements assujettis par rapport à une stagnation enregistrée en 2022.

There was a significant increase in the number of activity reports (85 more than the previous year, +20%), and a more modest rise (+30%) in the number of assessment reports.

This marked a return to the trend of rising report numbers being submitted by regulated entities year on year, after the numbers stagnated in 2022.

ÉVOLUTION DES RAPPORTS D'ACTIVITÉ ET D'ÉVALUATION 2013-2023 - TREND IN ACTIVITY AND ASSESSMENT REPORTS, 2013-2023



2.1.3.1 Les rapports annuels d'activité

Le nombre de rapports d'activité reçus par l'AMSF sur 2023 enregistre une forte progression par rapport à celui enregistré en 2022 (518 contre 433).

Ce chiffre se détaille par profession comme suit depuis 2018 :

2.1.3.1 Annual activity reports

The number of activity reports received by the AMSF in 2023 was considerably higher than that recorded in 2022 (518, compared with 433).

This figure breaks down by profession as follows, since 2018:

Professionnels concernés Professionals concerned	Rapports d'activité (art. 33 de la loi n°1.362) Activity reports (Art. 33 of Act No. 1,362)					
	2018	2019	2020	2021	2022	2023
PROFESSIONS FINANCIÈRES - FINANCIAL PROFESSIONS						
Banques et institutions financières Banks and financial institutions	27	24	28	25	29	27
Sociétés de gestion de portefeuille Portfolio management firms	32	40	43	42	45	53
Courtiers en Assurance-vie Life insurance brokers	4	3	4	3	4	9
Changeurs manuels - Bureaux de change Private Equity	1	1	1	2	1	-
Concessionnaire de prêt sur gage Pawnbrokers	-	-	-	-	-	2
Commissionnaire de prêt sur gage Pawnbrokers	-	1	-	1	-	-
Commissionnaires du concessionnaire de prêt sur gage - Pawnbrokers' agents	3	0	2	1	-	-
SOUS-TOTAL - SUB-TOTAL	67	69	78	74	79	91

	Rapports d'activité (art. 33 de la loi n°1.362) Activity reports (Art. 33 of Act No. 1,362)					
Professionnels concernés Professionals concerned	2018	2019	2020	2021	2022	2023
PROFESSIONS NON FINANCIÈRES - NON-FINANCIAL PROFESSIONS						
CSP (sociétés de gestion de sociétés étrangères) - CSPs (Company Service Providers)	38	26	32	34	24	21
Agents Immobiliers - Estate agents	68	64	70	86	91	108
Conseils juridiques - Legal advisors	13	18	25	28	21	29
Commerçants d'objets de grande valeur Dealers in high-value goods	9	10	7	8	16	28
Antiquaires - Antiques dealers	6	9	6	12	12	15
Concessionnaires automobiles Car dealers	3	1	6	10	6	10
Maisons de ventes aux enchères Auction houses	5	2	7	6	5	7
Vendeurs d'aéronefs - Aircraft dealers	8	8	6	4	6	1
Yachting - Yacht dealers	31	41	44	32	36	45
Bijoutiers - Jewellers	24	30	33	32	24	24
Experts-comptables / CAC Certified public accountants/auditors	10	7	9	15	19	28
Trustees	1	1	2	3	1	3
Marchands de biens - Property traders	13	12	33	63	56	63
Agents sportifs - Sports agents	-	1	12	8	15	24
Multi Family Offices	2	3	8	11	18	20
Maisons de jeux - Gaming houses	-	1	1	1	1	1
Autres - Other	-	-	-	1	3	-
SOUS-TOTAL - SUB-TOTAL	231	234	301	354	354	427
TOTAL	298	303	379	428	433	518

Il n'existe pas de secteurs dont la progression explique l'évolution globale du nombre de rapports d'activité reçus en 2023 par rapport à 2022, mais on peut observer qu'un progrès est enregistré sur la plupart des professions.

Comme pour les exercices précédents, les contrôleurs de l'AMSF ont constaté que le point non évoqué dans le rapport annuel d'activité est souvent l'absence de jugement sur l'adéquation de l'organisation administrative, des contrôles internes mis en œuvre et de la collaboration des services du professionnel à la prévention de ces infractions, en tenant compte des activités, de la taille et des implantations du professionnel.

No single sector accounts for the overall rise in the number of activity reports received in 2023 as compared with 2022. Progress was made in most professions.

As in previous years, the AMSF inspectors found that in many cases, the annual activity report concerned contained no judgement on the adequacy of the administrative organisation, internal controls implemented and collaboration between the regulated entity's departments to prevent such offences, taking into account the entity's activities, size and the locations in which they operate.

Le nombre de professionnels ayant adressés un rapport d'activité dans l'année par rapport au nombre total de professionnels assujettis au 31 décembre 2022 s'établit comme suit :

The number of firms that submitted activity reports this year, as a proportion of the total number of regulated entities as of 31 December 2022, breaks down as follows:

Taux de réponse - Response rate 2023	
PROFESSIONS FINANCIÈRES - FINANCIAL PROFESSIONS	
Banques et institutions financières - Banks and financial institutions	82%
Sociétés de gestion de portefeuille - Portfolio management firms	83%
Courtiers en Assurance-vie - Life insurance brokers	10%
Changeurs manuels - Bureaux de change	0%
Concessionnaire de prêt sur gage - Pawnbrokers	0%
SOUS-TOTAL - SUB-TOTAL	49%
PROFESSIONS NON FINANCIÈRES - NON-FINANCIAL PROFESSIONS	
CSP (sociétés de gestion de sociétés étrangères) - CSPs (Company Service Providers)	60%
Casinos	100%
Conseils juridiques - Legal advisors	34%
Agents Immobiliers - Estate agents	69%
Agents sportifs - Sports agent	33%
Autres commerçants d'objets de grande valeur - Other dealers in high-value goods	22%
Experts-comptables - Certified public accountants	85%
Yachting - Yacht dealers	21%
Multi Family Offices	48%
SOUS-TOTAL - SUB-TOTAL	42%
TOTAL	43%

On peut constater que certaines professions, dont les effectifs sont importants (yachting, commerçants d'objets de grande valeur notamment), présentent des taux d'envoi de leur rapport annuel d'activité très faible. Il en résulte un taux d'envoi qui reste inférieur à la moitié des entités assujetties en dépit de la progression d'ensemble enregistrée en 2023.

2.1.3.2 Les rapports annuels d'évaluation

Tous les établissements assujettis ne sont pas soumis à l'obligation d'établir ce rapport, notamment si leur chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 400.000 euros et s'ils ont moins de 3 salariés¹. Sont également dispensées de cette obligation les professions financières. Il est donc difficile de comparer les données relatives au rapport d'évaluation avec celles du rapport d'activité dans la mesure où tous les assujettis aux obligations LCB/FT-C n'y sont pas soumis.

Après le tassement constaté en 2022 par rapport à 2021 et qui faisait suite à des exercices généralement en hausse, avec des contrastes selon les professions, l'année 2023 a enregistré une légère progression essentiellement sur les professions non financières. Cette évolution se détaille par profession comme suit sur les six derniers exercices :

For certain professions (in which the regulated entities are most numerous, such as yacht dealers and dealers in high-value goods), the proportion of firms that submitted an annual activity report was very low. Fewer than half of regulated entities in these professions submitted reports, bucking the general trend of improvement seen in 2023.

2.1.3.2 Annual assessment reports

Not all regulated entities are required to produce assessment reports. Those exempt include firms with annual turnover of no more than 400,000 euros and fewer than three employees¹. The financial professions are also exempt from this requirement. As a result, it is difficult to compare data on assessment reports with those on activity reports, as not all regulated entities are required to provide one.

After a downturn in 2022 that followed a period of years of overall improvement (albeit with disparities between different professions), 2023 saw a slight uptick, mainly in the non-financial professions. The overall trend for the last six years breaks down by profession as follows:

¹ Cf. article 64 de l'Ordonnance Souveraine n° 2.318, modifiée.

	Rapports d'évaluation (art. 59 de la loi n°1.362) Assessment reports (Art. 59 of Act No. 1,362)					
Professionnels concernés Professionals concerned	2018	2019	2020	2021	2022	2023
PROFESSIONS FINANCIÈRES - FINANCIAL PROFESSIONS						
Banques et institutions financières Banks and financial institutions	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Sociétés de gestion de portefeuille Portfolio management firms	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Courtiers en Assurance-vie Life insurance brokers	1	1	1	1	2	3
Changeurs manuels - Bureaux de change Private Equity	-	2	-	1	-	-
Concessionnaire de prêt sur gage Pawnbrokers	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Commissionnaires du concessionnaire de prêt sur gage - Pawnbrokers' agents	1	-	2	1	-	-
SOUS-TOTAL - SUB-TOTAL	2	3	3	3	2	4
PROFESSIONS NON FINANCIÈRES - NON-FINANCIAL PROFESSIONS						
CSP (sociétés de gestion de sociétés étrangères) - CSPs (Company Service Providers)	33	12	14	22	13	14
Agents Immobiliers - Estate agents	43	29	46	66	55	68
Conseils juridiques - Legal advisors	9	10	12	17	13	19
Commerçants d'objets de grande valeur Dealers in high-value goods	6	5	6	3	15	15
Antiquaires - Antiques dealers	8	5	5	10	6	9
Concessionnaires automobiles Car dealers	6	2	8	16	7	13
Maisons de ventes aux enchères Auction houses	3	4	5	7	5	7
Vendeurs d'aéronefs - Aircraft dealers	7	5	6	4	4	4
Yachting - Yacht dealers	19	22	39	35	35	30
Bijoutiers - Jewellers	21	15	22	21	27	29
Experts-comptables / CAC Certified public accountants/auditors	-	-	-	-	-	-
Trustees	-	-	-	-	1	1
Marchands de biens - Property traders	9	5	19	32	38	45
Agents sportifs - Sports agents			7	8	11	9
Multi Family Offices	1	1	6	13	15	12
Maisons de jeux - Gaming houses	-	-	-	-	-	-
Autres - Other	-	-	-	1	2	-
SOUS-TOTAL - SUB-TOTAL	165	115	195	255	247	275
TOTAL	167	118	198	258	249	279

La majeure partie de l'évolution enregistrée en 2023 correspond essentiellement aux professions suivantes : les agents immobiliers (+13 soit +24%) et les marchands de biens (+7 soit +18%).

Cependant, il convient de garder à l'esprit qu'une minorité d'assujettis adresse la documentation avec du retard ce qui peut nuancer la portée de certains constats.

The improvement in 2023 was driven mainly by two professions: estate agents (+13, a rise of 24%) and property traders (+7, a rise of 18%).

However, it should be borne in mind that a minority of regulated entities submit documentation late, which can affect the scope of certain findings.

2.2 ♦ Le contrôle sur place et les réunions risque et conformité

On-site inspections and risk and compliance meetings

2.2.1 Les types de contrôles effectués en 2023

Les contrôles réalisés par les agents de l'AMSF sur site ont pour objectif de vérifier l'adéquation du dispositif LCB/FT-C avec les obligations légales et réglementaires auxquelles le professionnel est tenu. Ils permettent des investigations plus approfondies que le contrôle sur pièces, les contrôleurs étant autorisés à se faire communiquer tous documents utiles à cet effet conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi n°1.362 modifiée, grâce à l'examen d'un échantillonnage de dossiers clients et d'opérations, en fonction de l'activité spécifique du professionnel concerné.

Ce contrôle de conformité porte sur l'analyse formelle des procédures internes LCB/FT-C rédigées par le professionnel, mais également et surtout sur l'effectivité de leur mise en œuvre. L'objectif est d'établir un constat sur les pratiques de l'établissement sur une période donnée.

Le déroulement d'une mission de contrôle est encadré par les dispositions des articles 37, 37-1, 37-2 et 38 de l'Ordonnance Souveraine n° 2.318, modifiée. Ces dispositions prévoient, notamment, qu'à l'issue de la mission, un avant-projet de rapport de mission est adressé au professionnel afin de répertorier les constats faits par les contrôleurs. Avant que le rapport définitif soit envoyé, ce document peut faire l'objet d'observations voire de contestations de la part du professionnel.

Depuis le début de l'année 2023 l'AMSF a introduit des missions thématiques qui permettent de contrôler certains aspects des obligations LCB/FT-C, par opposition aux missions « full scope » qui constituaient l'ensemble du calendrier de contrôle sur place. Cette approche permet de mettre en œuvre une véritable approche par les risques à l'échelle de chaque entité assujettie, grâce à l'exploitation des données collectées via le logiciel STRIX.

S'ajoutent à ces deux types de mission (« full scope » et thématiques) des missions ad hoc lors desquelles un sujet isolé va être contrôlé. Il s'agit de manière générale d'interventions qui découlent soit d'une information publique qui peut avoir une incidence sur le niveau de risque présenté par un établissement, soit d'une mission conduite par un superviseur étranger et à laquelle des agents de l'AMSF auraient participé.

2.2.1 Types of inspections conducted in 2023

The purpose of on-site inspections by AMSF officers is to check that the regulated entity's AML/CFT measures are in line with the legal and regulatory obligations by which they are bound. They allow for more in-depth investigations than desk audits, with inspectors authorised to obtain any documents they might deem useful for this purpose, pursuant to the provisions of Article 54 of Act No. 1,362, amended, by examining a sample of customer files and transactions, depending on the specific activity of the firm concerned.

The inspection looks at the formal compliance of the internal procedures drafted by the firm and seeks to ensure that these procedures are implemented effectively. The aim is to establish a picture of the regulated entity's practices over a given period.

Inspections are carried out in accordance with the provisions of Articles 37, 37-1, 37-2 and 38 of Sovereign Ordinance No. 2,318. Among other things, these state that the firm must receive a preliminary draft inspection report once the process has been completed, to read the listed findings made by the inspectors. The firm has the opportunity to express observations or even challenge this preliminary document, before the final report is sent.

Since the start of 2023, the AMSF has introduced targeted inspections designed to verify particular aspects of AML/CFT obligations, as opposed to full scope inspections that made up the full schedule of on-site inspections. This allows a proper risk-based approach to each regulated entity, using data obtained via STRIX.

In addition to these two types of inspections (full scope and targeted), ad hoc inspections are also carried out on specific, individual issues. These are usually triggered either by public information that can potentially affect a firm's level of risk, or by an inspection conducted by a foreign supervisory authority in which AMSF officers took part.

Finally, a new feature was introduced in 2023: risk and compliance meetings. These are meetings held at the request of the Supervisory Department, at which a firm is invited to present

Enfin, une modalité nouvelle a été introduite en 2023 : les réunions Risque et Conformité. Il s'agit d'un rendez-vous, à l'initiative du Service Supervision, lors duquel un établissement présente son dispositif, les moyens qu'il a mis en œuvre, et discute des difficultés qu'il peut avoir pour le mettre en œuvre.

2.2.2 L'activité du contrôle sur place en 2023

Au cours de l'année 2023, l'AMSF a effectué 23 missions de contrôle sur place, contre 12 en 2022 et conduit 21 réunions risques et conformité. 44 établissements ont pu rencontrer les agents du Service Supervision pendant cet exercice.

Ces activités se répartissent comme suit par types de professionnels concernés :

Professionnels concernés Professionals concerned	Full Scope	Thématique Targeted	Ad Hoc	Risque et conformité Risk and compliance	Total 2023
PROFESSIONS FINANCIÈRES - FINANCIAL PROFESSIONS					
Banques et institutions financières Banks and financial institutions	2	3	2	5	12
Sociétés de gestion de portefeuille Portfolio management firms	2	1	-	2	5
Courtiers en Assurance-vie Life insurance brokers	-	1	-	2	3
Bureaux de change - Bureaux de change	-	-	-	1	1
SOUS-TOTAL - SUB-TOTAL	4	5	2	10	21
PROFESSIONS NON FINANCIÈRES - NON-FINANCIAL PROFESSIONS					
CSP (sociétés de gestion de sociétés étrangères) CSPs (Company Service Providers)	1	1	-	5	7
Agents Immobiliers - Estate agents	2	2	-	-	4
Experts-comptables / CAC Certified public accountants	-	-	-	2	2
Maisons de jeux - Gaming houses	1	-	-	1	2
Bijoutiers - Jewellers	3	2	-	2	7
Commerçants d'objets de grande valeur Dealers in high-value goods	-	-	-	1	1
SOUS-TOTAL - SUB-TOTAL	7	5	0	11	23
TOTAL	11	10	2	21	44

L'évolution du type de mission rend difficile la comparaison d'un exercice à l'autre mais le nombre de missions sur place a augmenté depuis 2022 du fait de l'arrivée de nouveaux agents (même si l'impact s'est surtout fait ressentir sur le dernier trimestre de 2023).

details of its AML/CFT system and the resources allocated to it, and discuss any difficulties encountered in deploying AML/CFT measures.

2.2.2 On-site inspections in 2023

In 2023, the AMSF conducted a total of 23 on-site inspections, compared with 12 in 2022, and held 21 risk and compliance meetings. Some 44 firms met with officers from the Supervisory Department over the course of the year.

These activities break down as follows, for each type of regulated entity concerned:

Owing to the changes made to the different types of inspections, it is difficult to compare figures from one year to the next, but the number of on-site inspections has risen since 2022 with the arrival of new officers (although the impact was mostly felt in the final quarter of 2023).

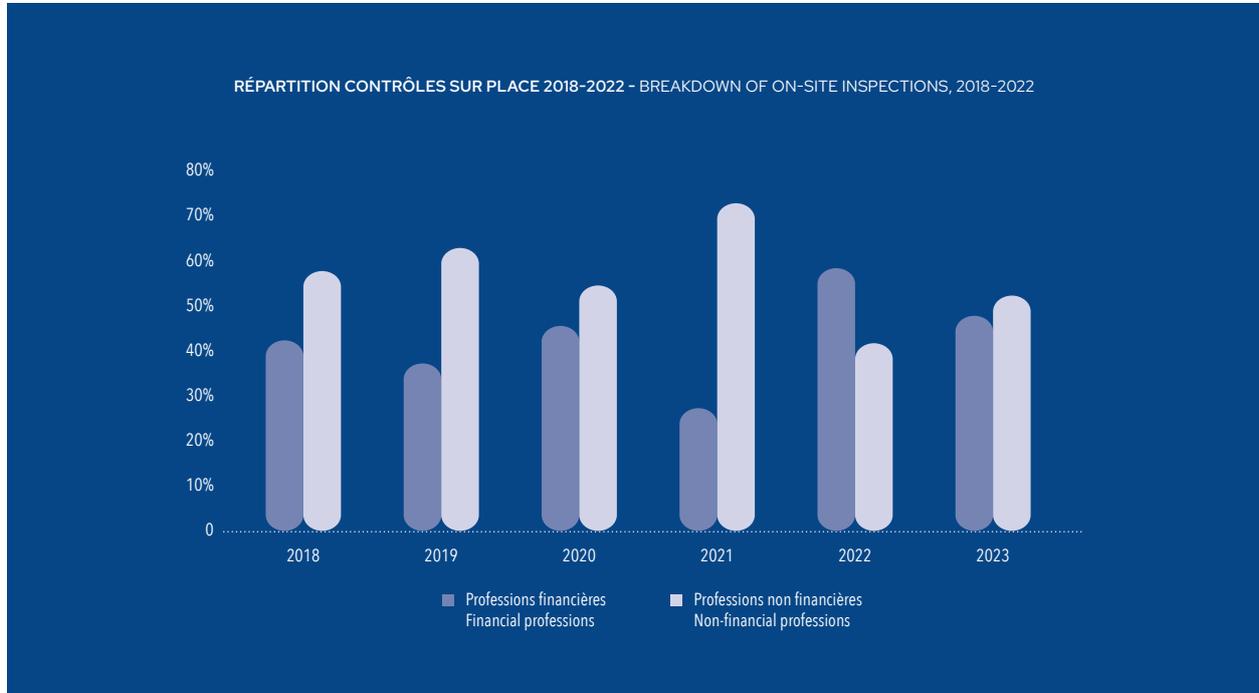
Depuis 2018, l'évolution des contrôles sur place par secteur concerné se traduit comme suit :

Since 2018, the number of on-site inspections carried out, sector by sector, has evolved as follows:

Professionnels concernés Professionals concerned	2018	2019	2020	2021	2022	2023
PROFESSIONS FINANCIÈRES - FINANCIAL PROFESSIONS						
Banques et institutions financières Banks and financial institutions	4	8	6	3	4	12
Sociétés de gestion de portefeuille Portfolio management firms	7	8	2	3	3	5
Courtiers en Assurance-vie Life insurance brokers	-	-	2	-	-	3
Bureaux de change - Bureaux de change	-	-	-	-	-	1
Concessionnaire de prêt sur gage Pawnbrokers' agents	-	-	1	-	-	-
SOUS-TOTAL - SUB-TOTAL	11	16	10	6	7	21
PROFESSIONS NON FINANCIÈRES - NON-FINANCIAL PROFESSIONS						
CSP (sociétés de gestion de sociétés étrangères) - CSPs (Company Service Providers)	5	12	5	3	1	7
Conseils juridiques - Legal advisors	-	-	-	1	-	-
Agents Immobiliers - Estate agents	4	9	4	6	-	4
Trustees	-	-	-	-	-	-
Experts-comptables Certified public accountants	1	2	-	-	1	2
Maisons de jeux - Gaming houses	-	-	-	-	-	2
Bijoutiers - Jewellers	3	-	-	-	-	7
Yachting - Yacht dealers	-	-	-	-	1	-
Commerçants d'objets de grande valeur Dealers in high-value goods	-	-	-	1	-	1
Antiquaires - Antiques dealers	-	-	-	-	-	-
Transmetteurs de Fonds Money transmitters	-	-	-	-	-	-
Ventes aux enchères - Auction houses	1	2	-	-	-	-
Multi Family Offices	1	1	1	1	-	-
Agents sportifs - Sports agents	-	-	-	2	-	-
Huissier - Bailiffs	-	-	1	2	-	-
Notaire - Notary	-	-	1	-	2	-
Avocat - Attorney-at-law	-	1	-	-	-	-
SOUS-TOTAL - SUB-TOTAL	15	27	12	16	5	23
TOTAL	26	43	22	22	12	44

Comme pour les exercices précédents, il a été privilégié de maintenir une proportion importante d'établissements relevant de professions financières dans la répartition des missions sur place.

As in previous years, a deliberate decision was made to ensure that a significant proportion of on-site inspections focused on firms in the financial sector.



Pour 2023, on peut relever que la répartition entre missions relatives à des professions financières et celle portant sur des professions non financières est la suivante : 48% pour les premières et 52% pour les deuxièmes. Cette répartition est liée au fait qu'il a été privilégié de consacrer les ressources de la Supervision à certains établissements bancaires qui n'avaient pas fait l'objet d'une mission de contrôle sur place depuis longtemps.

Ces missions se sont déroulées selon les mêmes modalités que pour les exercices 2021 et 2022, notamment avec le recours à l'outil « Safeshare » qui est une solution de travail collaboratif et de transfert de fichiers, déployée par le Gouvernement monégasque depuis 2018.

Cet outil permet la mise à disposition de documents hautement confidentiels, comme les données nominatives, dans un environnement totalement sécurisé. Il a reçu une Qualification Standard pour un usage « Diffusion Restreinte » par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information française (ANSSI) ; qualification également reconnue par l'Agence Monégasque de Sécurité Numérique (AMSN).

For 2023, it can be noted that the distribution between missions related to financial professions and those concerning non-financial professions is as follows: 48% for the former and 52% for the latter. This distribution is due to the decision to prioritise dedicating supervisory resources to certain banking institutions that had not been subject to an on-site inspection for a long time.

These inspections were conducted in the same way as in 2021 and 2022, including the continued use of the collaborative file-sharing solution "Safeshare", deployed by the Monegasque government in 2018.

Safeshare allows highly confidential documents and personal information to be made available in a fully secure environment. It has received standard qualification for "Restricted Distribution" use by the French National Cyber Security Agency (ANSSI), and this qualification is also recognised by the Monaco Cyber Security Agency (AMSN).

2.3 ♦ Principaux constats

Key findings

En termes de constats, les principaux sujets relevés sur 2023 ont été les suivants par secteur :

The main findings in 2023 for each sector were as follows:

SECTEUR BANQUE - BANKS

Constats - Findings

- Toutes les entités disposent d'une analyse des risques à l'échelle de l'établissement.
All entities have a business-risk assessment.
- La connaissance client est de meilleure qualité.
Customer due diligence has improved.
- Les procédures internes et la formation sont généralement à jour et mises effectivement en pratique.
Internal procedures and training are generally up to date and effectively actioned.
- L'analyse des sources de richesse (SoW) et des sources de fonds utilisés (SoF) a évolué positivement.
Analysis of sources of wealth (SoW) and sources of funds (SoF) has improved.
- Les établissements disposent de système de traitement du risque de sanctions en lien avec le financement du terrorisme.
Firms have systems to address the risk of terrorist financing-related sanctions.
- L'analyse des risques à l'échelle du client est bien en place.
Customer risk assessment is well established.
- La majeure partie des entités ont implémenté un dispositif automatisé de traitement des opérations.
Most regulated entities have adopted automated transaction processing systems.

Les personnes morales faisant partie de structures complexes sont bien classifiées comme présentant un risque élevé et font l'objet de vigilance accrue.

Legal entities that are part of complex structures are identified as high-risk and subject to enhanced due diligence.

Progrès à effectuer - Improvements needed

- La connaissance du financement du terrorisme et du financement de la prolifération reste embryonnaire.
Knowledge of terrorist financing and proliferation financing is still rudimentary.
- La fonction de conformité doit être renforcée.
The compliance function needs to be reinforced.
- L'analyse des risques et l'attribution du niveau de risque aux clients doivent être améliorées.
Improvement is needed in customer risk assessment and the way risk levels are assigned to customers.

SOCIÉTÉ DE GESTION - ASSET MANAGEMENT COMPANIES

Constats - Findings

- Le dépistage des clients est effectué avant l'établissement de la relation d'affaires.
Customer screening is carried out before a new business relationship is established.
- La fréquence dans la mise à jour des informations sur la clientèle a progressé.
KYC information is now updated more frequently.
- Les programmes internes de formation ont été renforcés.
Internal training programmes have been bolstered.

Progrès à effectuer - Improvements needed

- L'analyse des risques à l'échelle de l'établissement doit être améliorée pour couvrir des risques plus granulaires en lien avec le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.
Business risk assessments require improvement to cover more granular risks linked to money laundering and terrorist financing.
- Le nombre d'entités ayant besoin de mettre en œuvre un outil automatisé d'analyse des opérations reste trop élevé.
The number of entities that need to implement an automated transaction analysis tool remains too high.
- L'analyse des risques de blanchiment et de financement du terrorisme en lien avec de nouveaux produits et services doit être améliorée.
There is room for improvement in the analysis of money laundering/terrorist financing risks posed by new products and services.

ASSURANCE-VIE - LIFE INSURANCE

Constats - Findings

- L'analyse des risques à l'échelle de l'établissement est conduite annuellement.
Business risk assessments are carried out annually.
- La qualité des déclarations de soupçon s'est améliorée.
The quality of suspicious transaction reporting has improved.
- La connaissance client et les vigilances renforcées sont en place et mises en œuvre.
Customer due diligence and enhanced DD procedures are in place and properly applied.
- Les programmes annuels de formation interne sont en place et suivis.
Annual internal training programmes are in place and are followed.

Progrès à effectuer - Improvements needed

- Des améliorations sont nécessaires pour mieux différencier les risques respectifs de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme dans l'analyse des risques à l'échelle de l'établissement.
Improvements are needed to better differentiate between money laundering and terrorist financing risks in the business risk assessment.
- Des améliorations des procédures et des politiques internes en matière de LCB/FT sont à effectuer.
Improvements are needed to internal AML/CFT policies and procedures.

BUREAU DE CHANGE - BUREAUX DE CHANGE

Constats - Findings

- Les procédures internes sont mises à jour annuellement.
Internal procedures are updated annually.
- Certains établissements ont mis en place des solutions de dépistage automatique pour filtrer les PPE et les personnes soumises au faisant l'objet de sanctions financières ciblées.
Some firms have adopted automatic screening solutions to filter out PEPs and persons subject to targeted financial sanctions.

Progrès à effectuer - Improvements needed

TCSP - TCSPs

Constats - Findings

- Le processus d'évaluation du risque à l'échelle du client s'est amélioré. Certaines entités disposent de systèmes automatisés d'attribution du niveau de risque.
The customer risk assessment process has improved. Some entities have automated systems for assigning risk levels.
- Les procédures internes LCB/FT sont davantage détaillées.
Internal AML/CFT procedures are more detailed.
- Les clients PEP (personnes exposées politiquement) sont considérés à risque élevé et soumis aux exigences de diligences renforcées.
PEPs (politically exposed persons) are considered high-risk customers and subject to enhanced due diligence.
- L'appréhension du risque en lien avec les sanctions financières ciblées est bien documentée.
Understanding of risks linked to targeted financial sanctions is well documented.
- La mise à jour des dossiers matérialisant la connaissance client ainsi que les informations qu'ils contiennent ont été améliorés et les délais de mise à jour se sont réduits.
Improvements have been made to the way KYC files and the information they contain are updated, with shorter update times.

Progrès à effectuer - Improvements needed

- La mise en œuvre de mesures de vigilance renforcée, spécifiquement l'obtention de documents relatifs à la source des fortunes et la source des fonds nécessite des améliorations.
Enhanced due diligence measures need improvement, specifically the requirement to obtain SoW and SoF documentation.

CENTRE D'AFFAIRE - BUSINESS CENTRES

Constats - Findings

- Les clients sont rapprochés des listes nationales.
Customers are screened against national lists.
- Des politiques et des procédures LCB/FT sont en place.
AML/CFT policies and procedures are in place.

Progrès à effectuer - Improvements needed

- Certaines entités ne disposent pas d'analyse des risques.
Some entities do not have risk analysis procedures.
- La fonction de conformité doit être renforcée.
The compliance function needs to be reinforced.
- La formation du personnel doit être améliorée et plus fréquente.
Staff training needs to be improved and provided more frequently.

AGENT IMMOBILIER - ESTATE AGENTS

Constats - Constats

- La procédure d'identification et de surveillance des transactions suspectes est en place et mise en œuvre en pratique.
The procedure for identifying and monitoring suspicious transactions is in place and is effectively implemented.

Progrès à effectuer - Progrès à effectuer

- La documentation et le processus d'évaluation des risques à l'échelle de l'établissement doivent être améliorés.
The business risk assessment process and associated documentation require improvement.
- La méthode suivie pour conduire l'analyse des risques à l'échelle du client doit être plus solide.
The method used to carry out customer risk assessment needs to be more robust.
- Les formations internes doivent être élargies aux sujets relatifs aux sanctions financières ciblées.
Internal training must be expanded to include topics relating to targeted financial sanctions.

DÉTAILLANT DE PIERRE ET DE MÉTAUX PRÉCIEUX - DEALERS IN PRECIOUS STONES AND METALS

Constats - Findings

- Les procédures internes sont en place et mises à jour annuellement.
Internal procedures are in place and updated annually.
- Les analyses des risques à l'échelle des établissements sont conduites annuellement.
Business risk assessments are carried out annually.
- L'approche fondée sur les risques est procédurée et en place.
A risk-based approach is in place and relevant procedures have been adopted.

Progrès à effectuer - Improvements needed

- Les processus de dépistage des clients doivent être renforcés.
The customer screening process needs improvement.
- L'évaluation des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme en lien avec les produits et services proposés doit être davantage approfondie.
Money laundering/terrorist financing risks posed by the products and services offered need to be addressed more thoroughly.
- Les procédures LCB/FT doivent être approuvées par la direction de l'établissement.
AML/CFT procedures need to be approved by the entity's senior management.
- Le processus de suivi des sanctions financières ciblées devrait être amélioré et des contrôles et des procédures claires devraient être mis en place.
The process of monitoring targeted financial sanctions should be improved and clear procedures and controls introduced.



2.4 ♦ Les suites des contrôles sur place

Post on-site inspection actions

Tout comme les années précédentes, une attention particulière a été portée à l'émission continue des documents issus des contrôles sur place effectués. A ce titre, 15 avant-projets (14 en 2022), 13 projets de rapports (17 en 2022), 11 rapports définitifs (15 en 2022) ainsi que 7 lettres de suite (15 en 2022) ont été adressés.

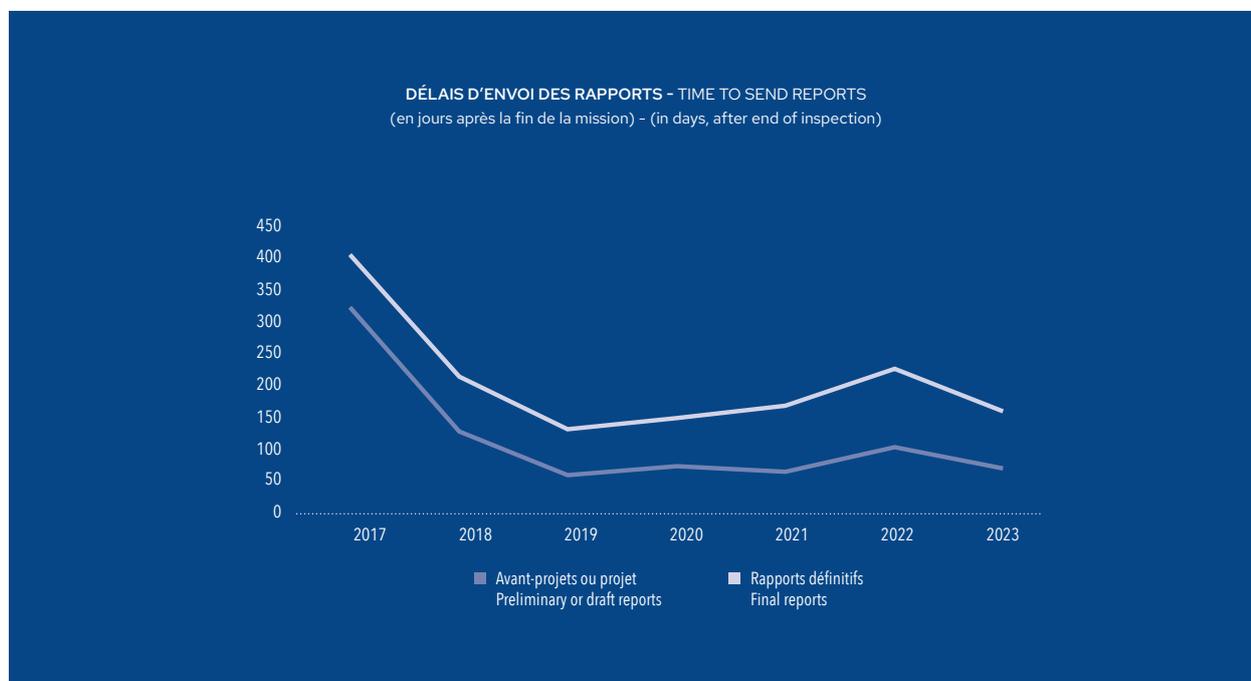
En ce qui concerne le délai d'émission des rapports, au 31 décembre 2023, pour 14 missions menées au cours de l'exercice (sur 21 sur site) au moins l'avant-projet avait été émis. Les 7 missions pour lesquelles les rapports n'avaient pas été adressés correspondaient aux missions menées sur la fin de l'année et ces documents ont été émis sur le premier trimestre 2024.

Le délai moyen d'émission des avant-projets, entre la date de fin de mission et l'envoi, s'est significativement amélioré en 2023, passant de 102 jours en 2022 à 69 jours en 2023, très proche du délai cible de 60 jours. L'évolution du délai d'envoi des rapports définitifs a obéi à la même tendance entre 2022 et 2023 avec une réduction de 224 à 159 jours. Depuis 2017, le délai d'envoi des avant-projets et des rapports de rapport de mission a évolué comme suit :

As in previous years, particular attention was paid to the continuous stream of documents issued, based on the on-site inspections carried out. A total of 15 preliminary draft reports (14 in 2022), 13 draft reports (17 in 2022), 11 final reports (15 in 2022), and 7 follow-up letters (15 in 2022) were sent.

As regards the time frame for issuing reports, as of 31 December 2023, at least the preliminary draft report had been issued for 14 of the 21 inspections carried out that year. The seven inspections for which reports had not been issued were all carried out at the end of the year, and these documents were sent out during the first quarter of 2024.

The average time taken to send out preliminary draft reports after the final day of the inspection improved significantly, falling from 102 days in 2022 to 69 days in 2023, very close to the target of 60 days. The time taken to send final reports followed the same trend between 2022 and 2023, falling from 224 to 159 days on average. Since 2017, the time taken to send out preliminary draft reports and inspection reports has evolved as follows:



L'envoi du rapport définitif est, en cas de besoin, suivi d'un courrier enjoignant au professionnel de prendre les mesures appropriées pour pallier les éventuelles insuffisances relevées. Depuis septembre 2022, un délai est déterminé qui peut aller jusqu'à 6 mois.

Concrètement, ce courrier reprend les principales recommandations émises en adéquation avec les constatations du rapport. Son envoi ne signifie pas que la procédure est éteinte et n'exclut pas, si des méconnaissances importantes ou des défaillances graves sont constatées, qu'une procédure de sanction administrative puisse être engagée sur le fondement de l'article 65-1 de la Loi n° 1.362, modifiée.

Il est également spécifié dans ce courrier, et ce de manière systématique dès l'instant que des manquements ont été relevés, que l'établissement assujéti fasse parvenir à l'AMSF un rapport sur les actions qu'il a mises en œuvre.

En 2023, 7 lettres de ce type ont été adressées aux assujettis contrôlés.

Once the final report has been submitted, a follow-up letter may be sent if necessary, instructing the regulated entity to take appropriate measures to remedy the shortcomings identified. Since September 2022, a deadline of up to six months applies.

In concrete terms, this letter reiterates the main recommendations issued in line with the report's findings. This letter does not mean the procedure is over, and does not preclude the possibility of administrative penalty proceedings being launched on the basis of Article 65-1 of Act No. 1,362, amended, in the event of a significant lack of awareness or serious failings.

In all cases where breaches have been found, the letter also makes clear that the regulated entity must provide the AMSF with a report detailing the actions it has taken.

In 2023, seven of these letters were sent to entities inspected.

2.5 ♦ Les sanctions administratives

Administrative penalties

En 2009, puis en 2012 et en juillet 2023, la Loi n° 1.362 et son Ordonnance Souveraine d'application ont amélioré et précisé la procédure qui devait être suivie pour prononcer une sanction administrative à l'encontre d'un assujéti. Jusqu'au 30 septembre 2023, la phase de contrôle assurée par le SICCFIN était séparée de la phase d'examen des rapports de contrôle, phase pouvant conduire au prononcé d'une sanction administrative, qui était dévolue à la C.E.R.C. (Commission d'Examen des Rapports de Contrôle).

Le changement introduit dans la loi 1.362 à l'occasion du vote de la loi 1.549 du 6 juillet 2023 a transféré la responsabilité d'émission d'éventuelles sanctions administratives à l'AMSF. Sont concernées par ces modalités l'ensemble des missions de contrôle sur place initiées jusqu'au 30 septembre 2023.

S'agissant des rapports qui ont été examinés par la CERC, le SICCFIN a transmis au total 177 rapports au 31 décembre 2023 (dont 23 en 2023). A cette même date, il restait 12 rapports à transmettre sur des missions commencées avant le 30 septembre 2023. Ils ont été tous adressés sur le premier semestre 2024.

In 2009, then in 2012 and again in July 2023, Act No. 1,362 and its implementing Sovereign Ordinance improved and clarified the procedure to be followed when imposing administrative penalties on regulated entities. Until 30 September 2023, whereas SICCFIN carried out inspections, the resulting inspection reports were examined by a separate body, the *Commission d'Examen des Rapports de Contrôle* (Audit Report Review Commission), which had the power to impose administrative penalties on the basis of its findings.

Act No. 1,549 of 6 July 2023 amended the provisions of Act No. 1,362, transferring responsibility for imposing administrative penalties to the AMSF. This change applies to all on-site inspections begun up to and including 30 September 2023.

As of 31 December 2023, SICCFIN had sent a total of 177 reports to be examined by the CERC (including 23 in 2023). As of that same date, there were 12 outstanding reports to be sent, on inspections begun before 30 September 2023. They were all sent in the first half of 2024.

3

La création de l'AMSF s'est accompagnée de la mise en œuvre d'outils de contact direct avec les entités assujetties aux obligations LCB/FT-C : STRIX qui a permis en 2023 de recueillir les informations de 825 entités, et goAML qui permet de recevoir les déclarations de soupçon et d'échanger avec les assujettis.

Au-delà de ces outils à vocation opérationnelle, l'AMSF a initié une stratégie de formation/information destinée à accroître l'appropriation et la bonne application des obligations légales par la totalité des 1410 entités assujetties recensées à fin 2023. Cette stratégie s'est déclinée selon les modalités suivantes :

• En matière de Formation :

- Organisation d'une semaine de formation, du 13 au 16 novembre 2023, sur le thème des déclarations de soupçons. Huit sessions par secteur se sont tenues en présentiel et plus de 1.100 personnes inscrites y ont assisté.
- Rédaction, diffusion et présentation le 11 décembre 2023 du guide pratique pour les agents immobiliers. Il s'agit du premier document de ce type qui inaugure une collection comprenant des guides sectoriels et thématiques et dont la finalité est de vulgariser les principales obligations LCB/FT pour insister sur les actions concrètes que doivent mener en priorité des entités assujetties.
- Mise à disposition de guide sectoriel et de tutoriels pour l'utilisation de STRIX sur l'ensemble des 19 secteurs sondés en 2023.

Upon its creation, the AMSF immediately began using new tools to communicate directly with entities subject to AML/CFT obligations. These included STRIX, which was used to obtain information from 825 entities in 2023, and goAML, which allows the AMSF to receive suspicious transaction reports and communicate with regulated entities.

In addition to these operational solutions, the AMSF has embarked on a training and information strategy designed to promote greater adoption and application of statutory obligations by all of the 1,410 regulated entities identified as of the end of 2023. The strategy consists of the following:

• Training:

- A week of training was held on the topic of suspicious transaction reports, from 13 to 16 November 2023. Eight in-person sessions were held for each sector, and more than 1,100 people attended.
- A practical guide for estate agents was produced, distributed, and presented on 11 December 2023. The first document of its kind, it will be followed by a collection of guides covering different sectors and themes, all designed to explain the main AML/CFT obligations and highlight the priority actions that regulated entities need to take.
- A sector-specific guide and STRIX user tutorials were published for all of the 19 sectors surveyed in 2023.

INFORMATION FORMATION



INFORMATION / TRAINING

• En matière d'information :

- Refonte du site internet et lancement en septembre 2023, avec une nouvelle configuration et des raccourcis thématiques pour le rendre plus opérationnel.
- Ateliers autour de goAML pour les banques et les autres secteurs (présentation de la plateforme, fonctionnement, processus d'enrôlement) en vue de la mise en œuvre de cette solution en janvier 2024.
- Participation des agents de l'AMSF aux webinaires «AMLTuesdays» sur des thématiques relevant de la CRF (déclarations de soupçon) et de la Supervision («Supervisory Findings»).

• En matière de support aux assujettis

- Mise en place d'une «hotline» dédiée aux appels concernant les outils numériques de l'AMSF (STRIX, Ficobam et goAML).

• Information:

- The website was redesigned and relaunched in September 2023, featuring a new layout and thematic shortcuts to enhance its functionality.
- goAML workshops were organised for banks and other sectors (introducing the platform presentation, functionality, enrolment process), in preparation for its deployment in January 2024.
- AMSF officers took part in the "AMLTuesdays" webinars on topics relevant to the FIU (suspicious transaction reports) and the Supervisory Department (supervisory findings).

• Support for regulated entities

- A dedicated hotline was set up to provide support with using the AMSF's digital tools (STRIX, Ficobam, and goAML).

4

La lutte contre le blanchiment s'inscrit dans un double objectif : d'une part, prévenir les activités criminelles en les privant de fonds ; d'autre part protéger l'intégrité et la stabilité du système économique et financier.

Empêcher les mouvements transfrontaliers de flux illicites suppose une action concertée des différentes juridictions. L'AMSF assume pleinement son rôle et se joint aux efforts déployés dans le monde pour lutter contre l'utilisation ou le transfert de fonds illicites.

L'année 2023 a été marquée par la confirmation de la présence de l'AMSF à différents niveaux.

Anti-money laundering has twin aims: to prevent criminal activity by cutting off funds, and to protect the integrity and stability of the economic and financial system.

Preventing cross-border flows of illicit funds requires different jurisdictions to coordinate their action. The AMSF plays a full role in this and contributes to efforts around the world to combat the use or movement of illicit funds.

In 2023, the AMSF consolidated its global presence at several levels.

LA PRÉSENCE INTERNATIONALE



INTERNATIONAL ACTION

GAFI

Depuis l'adoption par la plénière de Moneyval du rapport d'évaluation mutuelle de Monaco en décembre 2022, l'AMSF a travaillé intensément afin d'assurer sa conformité avec les normes du GAFI. Dans ce cadre, des échanges permanents ont eu lieu pour valider le chemin pris par Monaco.

MONEYVAL

Par ailleurs, l'AMSF consciente du fait que la lutte contre le blanchiment nécessite une collaboration internationale efficace et une confrontation permanente des meilleurs standards participe activement aux travaux de Moneyval, Comité d'experts

FATF

Since the Moneyval plenary adopted the mutual evaluation report on Monaco in December 2022, the AMSF has worked tirelessly to comply with the FATF standards. Continuous back-and-forth discussions have taken place, to confirm that Monaco is moving in the right direction.

MONEYVAL

The AMSF is acutely aware that the fight against money laundering requires effective international collaboration, and that a consistent focus on the highest standards contributes actively to the work done by Moneyval, the Committee of

sur l'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

A ce titre, 2023 a vu l'élection, pour la première fois, d'un représentant de l'AMSF au bureau de Moneyval lors de la réunion plénière de décembre. Ceci doit permettre un travail cohérent et concerté pour adapter et mettre en œuvre les meilleurs standards.

EGMONT

Le groupe EGMONT des cellules de renseignement financier a été fondé en 1995 pour faciliter la coopération entre les CRF. Il a pour mission de lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCFB/FT-P). Il met en place, à cette fin, des formations et des mécanismes partagés.

Les membres du groupe Egmont sont tenus de répondre aux exigences prévues dans la Charte et les Principes d'échange d'informations entre les cellules de renseignements financiers.

ONU DC

La CRF a décidé de mettre en place l'application goAML, solution informatique intégrée, qui a été développée par l'ONU DC pour améliorer la réception et l'envoi, en temps opportun, le traitement et l'analyse des rapports envoyés par les assujettis.

L'AMSF se tient régulièrement informée et participe aux séances de formation organisées par l'ONU DC sur le dispositif, sa mise en place et son développement, ses prochaines versions et les futures étapes de leur mise en œuvre. Ces séances sont l'occasion d'échanger avec d'autres CRF dans la perspective d'une utilisation optimale de cet outil.

Enfin, l'AMSF développe ses liens et ses échanges avec ses homologues, tant par le partage d'informations dans le cadre d'accords de coopération (ACPR, FINMA, CSSF), que par le biais d'échanges informels sur des sujets ponctuels ou grâce aux réseaux informatiques sécurisés mis en place par les CRF (Egmont Secure Web).

Ces activités internationales renforcées ont entraîné la structuration des pôles enquêtes et supervision de l'AMSF et la création de cellules dédiées.

Experts on the Evaluation of Anti-Money Laundering Measures and the Financing of Terrorism.

In recognition of that, in 2023, a representative from the AMSF was for the very first time elected to the Moneyval bureau at its plenary in December. This should pave the way for consistent, coordinated efforts to adapt and implement the best standards.

EGMONT

The Egmont Group of Financial Intelligence Units was founded in 1995 to promote cooperation between FIUs. Its role is to combat money laundering and terrorist financing (AML/CFT). To that end, it organises various training programmes and joint mechanisms.

The Egmont Group's members are obligated to satisfy the requirements of its Charter and the Principles for Information Exchange Between Financial Intelligence Units.

ONU DC

The FIU has decided to adopt goAML, a fully integrated software solution developed by UNODC to enhance the timely sending and receiving, processing, and analysis of reports submitted by regulated entities.

The AMSF stays up to date with goAML developments and attends training sessions organised by UNODC to showcase the solution, its deployment and development, future versions and how they will be used. These sessions are an opportunity to discuss goAML with other FIUs and learn how it can be used optimally.

Finally, the AMSF is developing links and dialogue with its foreign counterparts, both by sharing information under cooperation agreements (ACPR, FINMA, CSSF), and through informal discussions on ad-hoc issues or via the secure online networks created by FIUs (Egmont Secure Web).

These heightened international activities have resulted in changes to the way the AMSF's investigation and supervisory departments are structured, with the creation of dedicated units.



13 rue Emile de Loth (Place de la Mairie)
98000 MONACO
Téléphone : (+377) 98 98 42 22